

**No. 37606**

---

**France  
and  
Lithuania**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Lithuania for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Paris, 7 July 1997**

**Entry into force:** *1 May 2001, in accordance with article 29*

**Authentic texts:** *French and Lithuanian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 26 July 2001*

---

**France  
et  
Lituanie**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 7 juillet 1997**

**Entrée en vigueur :** *1er mai 2001, conformément à l'article 29*

**Textes authentiques :** *français et lituanien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 26 juillet 2001*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE  
LITUANIE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE  
PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE  
D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République de Lituanie,

désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes:

*Article 1. Personnes Concernées*

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

*Article 2. Impôts Visés*

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne la France:

- i) l'impôt sur le revenu;
  - ii) l'impôt sur les sociétés;
  - iii) la taxe sur les salaires;
  - iv) l'impôt de solidarité sur la fortune;
- (ci-après dénommés "impôt français");

b) en ce qui concerne la Lituanie:

- i) l'impôt sur le bénéfice des personnes morales;
- ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
- iii) l'impôt sur les entreprises qui utilisent le capital de l'Etat;
- iv) l'impôt sur les biens immobiliers;

(ci-après dénommés "impôt lituanien").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### *Article 3. Définitions Générales*

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou la Lituanie;
- b) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol;
- c) le terme "Lituanie" désigne la République de Lituanie, et dans son acception géographique, le territoire de la République de Lituanie et toute autre zone adjacente aux eaux territoriales de la République de Lituanie sur laquelle, en vertu de la législation de la République de Lituanie et en conformité avec le droit international, la Lituanie peut exercer des droits relatifs aux fonds marins, à leur sous-sol et à leurs ressources naturelles;
- d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale;
- f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- h) l'expression "autorité compétente" désigne :
  - i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé;
  - ii) dans le cas de la Lituanie, le ministre des Finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention à tout moment par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet Etat, à ce moment, concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte

Exige une interprétation différente; le sens attribué par le droit fiscal applicable de cet Etat prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

*Article 4. Résident*

1. a) Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son siège social, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.
- b) L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend:
  - i) cet Etat, ses collectivités locales, ainsi que leurs personnes morales de droit public; et
  - ii) lorsque cet Etat est la France, les sociétés de personnes et les groupements de personnes soumis par la législation interne française à un régime fiscal analogue à celui des sociétés de personnes, qui ont leur siège de direction effective en France et n'y sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
  - a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
  - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
  - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
  - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent de résoudre la question par voie d'accord amiable en tenant compte du siège de direction effective de cette personne, de son siège social ou du lieu où elle a été constituée, ou de tous autres critères pertinents. A défaut d'un tel accord, cette personne

n'est pas considérée comme un résident de l'un ou l'autre Etat contractant pour l'application des avantages prévus par la Convention.

*Article 5. Etablissement Stable*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment:

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. a) Un chantier de construction, de montage ou d'installation ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois;

b) toutefois, un chantier de construction, de montage ou d'installation commençant au cours de la période de dix années suivant immédiatement la date de prise d'effet de la Convention ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois. A l'issue de cette période de dix ans, les dispositions du a sont seules applicables.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne -- autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 -- agit pour

le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait quelle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et lorsque les transactions entre cet agent et cette entreprise diffèrent de celles qui auraient été réalisées entre des personnes indépendantes, cet agent n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens du présent paragraphe; mais, dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 s'appliquent.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### *Article 6. Revenus Immobiliers*

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. Les dispositions de la présente Convention concernant les biens immobiliers s'appliquent également aux accessoires, au cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, aux droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable donnent la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société, fiducie ou institution comparable, les revenus provenant

de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des articles 7 et 14.

#### *Article 7. Bénéfices des Entreprises*

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat contractant mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article .

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article .

#### *Article 8. Navigation Maritime et Aérienne*

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs, ne sont imposables que dans cet Etat. Ces bénéfices comprennent les bénéfices tirés par cette entreprise de la location coque nue de navires ou d'aéronefs ou les bénéfices tirés de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs, lorsque ces activités sont accessoires à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par l'entreprise.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupement ("pool"), une exploitation en commun ou un organisme international l'exploitation.

#### *Article 9. Entreprises Associées*

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat -- et impose en conséquence -- des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices si cet autre Etat estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

#### *Article 10. Dividendes*

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui :
  - i) détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident de Lituanie;
  - ii) détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque cette société est un résident de France;



b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéficiaires qui servent au paiement des dividendes.

3. a) Un résident de Lituanie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal"), sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au b du paragraphe 2.

b) Les dispositions du a ne s'appliquent qu'à un résident de Lituanie qui est:

i) une personne physique, ou

ii) une société qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

c) Les dispositions du a ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes:

i) est soumis à l'impôt lituanien au taux normal à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français; et

ii) justifie, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire des actions ou parts au titre desquelles les dividendes sont payés et que la détention de ces actions ou parts n'a pas comme objet principal ou comme un de ses objets principaux de permettre à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, de tirer avantage des dispositions du a.

d) Le montant brut du paiement du Trésor français visé au a est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention.

4. Lorsqu'il n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 3, un résident de Lituanie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

5. Le terme "dividende" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que le terme "dividende" ne comprend pas les revenus visés à l'article 16.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation gé-

nératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

#### *Article 11. Intérêts*

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit les intérêts est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif, et si :

- a) cette personne est l'un des Etats contractants, sa banque centrale ou une collectivité locale de cet Etat; ou
- b) les intérêts sont payés au titre de créances ou prêts garantis ou assurés par un Etat contractant, sa banque centrale, ou l'une de ses collectivités locales, ou, dans le cas de la France, par la "Compagnie Française d'Assurance du Commerce Extérieur" (COFACE), ou par tout organisme institué dans l'un ou l'autre Etat contractant après la date de signature de la présente Convention et qui intervient dans le cadre d'un financement ou d'une garantie à caractère public du commerce extérieur et qui est agréé par un commun accord des autorités compétentes; ou
- c) cette personne est une entreprise de cet Etat et les intérêts sont payés au titre d'une dette consécutive à la vente à crédit, par cette entreprise, de marchandises ou d'un équipement industriel, commercial ou scientifique à une autre entreprise, sauf lorsque la vente ou la dette concerne des entreprises liées.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérés comme des intérêts au sens du présent article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretient avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

#### *Article 12. Redevances*

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 5 pour cent du montant brut des redevances payées pour l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique;
- b) 10 pour cent du montant brut des redevances dans tous les autres cas.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ainsi que les films et les enregistrements destinés à la télévision ou à la radio, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou bien générateur des redevances s'y

rattache effectivement, Dans ce cas, les dispositions de l' article 7 ou de l' article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

#### *Article 13. Gains en Capital*

1. a) Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés à l' article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif ou les biens sont principalement constitués, -- directement ou indirectement par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, fiducies ou institutions comparables -- de biens immobiliers visés à l' article 6 et situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens sont imposables dans cet Etat, si, conformément à la législation interne de cet Etat, ils sont soumis au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### *Article 14. Professions Indépendantes*

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins

que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe. Pour l'application de ces dispositions, lorsqu'une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant séjourne dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes excédant au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs commençant ou se terminant pendant l'année fiscale considérée, elle est réputée disposer d'une base fixe de façon habituelle dans cet autre Etat; dans ce cas, les revenus qu'elle tire des activités visées ci-dessus et qui sont exercées dans cet autre Etat, sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### *Article 15. Professions Dépendantes*

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs commençant ou se terminant dans l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

#### *Article 16. Jetons de Présence*

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

*Article 17. Artistes et Sportifs*

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste du spectacle ou sportif exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de ce premier Etat, de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

*Article 18. Pensions*

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 19. Rémunérations Publiques*

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par

prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 15 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires et aux pensions payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public.

#### *Article 20. Etudiants*

1. Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les rémunérations qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit au titre de services qu'il rend personnellement dans ce premier Etat, ne sont pas imposables dans cet Etat, si ces services sont liés et accessoires à ses études ou à sa formation ou si la rémunération de ces services est nécessaire pour compléter les ressources dont il dispose pour couvrir ses frais d'entretien.

#### *Article 21. Autres Revenus*

1. a) Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces éléments de revenu qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat pendant la période de dix ans qui suit immédiatement la date de prise d'effet de la Convention. A l'issue de cette période de dix ans, les dispositions du a sont seules applicables.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

*Article 22. Fortune*

1. a) La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.  
b) La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif est principalement constitué -- directement ou par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, fiducies ou institutions comparables -- de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens est imposable dans cet Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune d'une entreprise d'un Etat contractant, constituée par des navires et des aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans cet Etat.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 23. Elimination des Doubles Impositions*

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante.
  - a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'en Lituanie conformément aux dispositions de la présente Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt lituanien n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :
    - i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le bénéficiaire soit soumis à l'impôt à raison de ces revenus en Lituanie;
    - ii) pour les revenus -- soumis à l'impôt français sur les sociétés -- visés à l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 13, et pour les revenus visés au paragraphe 5 de l'article 6, aux articles 10, 11 et 12, au paragraphe 1 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 15, à l'article 16, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 et à l'article 21, au montant de l'impôt payé en Lituanie conformément aux dispositions de ces articles; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.



- b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable en Lituanie conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé en Lituanie sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.
- c) i) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a désigne :
- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué;
  - lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" employée au b.

- ii) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé en Lituanie" employée aux a et b désigne le montant de l'impôt lituanien effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces revenus ou ces éléments de fortune selon la législation française.

2. En ce qui concerne la Lituanie, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante:

- a) Sous réserve que les dispositions de la législation interne lituanienne ne prévoient pas un traitement plus favorable, lorsqu'un résident de Lituanie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui conformément aux dispositions de la présente Convention sont imposables en France, la Lituanie accorde :
- i) en déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un crédit d'impôt d'un montant égal à l'impôt payé sur ce revenu en France;
  - ii) en déduction de l'impôt sur la fortune de ce résident, un crédit d'impôt d'un montant égal à l'impôt payé sur cette fortune en France.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt lituanien sur le revenu ou sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant, selon les cas, aux revenus ou à la fortune imposables en France.

- b) Pour l'application du a, lorsqu'une société qui est un résident de Lituanie reçoit un dividende d'une société qui est un résident de France dont elle détient au moins 10 pour cent des actions ou parts conférant l'ensemble des prérogatives attachées aux droits de vote y afférents, l'impôt payé en France comprend non seulement l'impôt payé sur le dividende mais aussi l'impôt payé au titre des bénéfices de la société qui servent au paiement du dividende.

*Article 24. Non-discrimination*

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Le terme "national" désigne:

- a) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;
- b) toute personne morale, société de personnes ou association ou autre entité constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. a) Lorsqu'une personne physique exerce un emploi salarié dans un Etat contractant, les cotisations à un régime de retraite établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant qui sont supportées par cette personne sont déductibles dans le premier Etat pour la détermination du revenu imposable de cette personne, et sont traitées fiscalement dans ce premier Etat de la même façon que les cotisations à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans ce premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions :

- i) si cette personne n'était pas un résident de cet Etat, et a déjà cotisé à ce régime de retraite (ou à un autre régime de retraite auquel ce régime s'est substitué)

immédiatement avant de commencer à exercer son emploi salarié dans cet Etat, et

- ii) si ce régime de retraite est agréé par l'autorité compétente de cet Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans cet Etat.
- b) Pour l'application du a:
- i) l'expression "régime de retraite" désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de l'emploi visé au a; et
  - ii) un régime de retraite est reconnu aux fins d'imposition dans un Etat contractant si les cotisations à ce régime sont admissibles à un allègement fiscal dans cet Etat.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

8. Si un traité, accord ou convention auquel les Etats contractants sont partie, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables entre les Etats contractants aux impôts couverts par la présente Convention et aux impôts sur les successions et les donations.

#### *Article 25. Procédure Amiable*

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. Une autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'Accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants ou leurs représentants peuvent communiquer directement entre eux en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article. Si des échanges de vues oraux semblent de-

voir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée des autorités compétentes des Etats contractants ou de leurs représentants.

5. Aux fins du paragraphe 3 de l'article XII de l'Accord général sur le Commerce des Services, les Etats contractants conviennent que, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, tout désaccord entre eux, sur la question de savoir si une mesure concernant un impôt auquel s'applique une disposition de la présente Convention relève de cette Convention, ne peut être porté devant le Conseil du Commerce des Services, comme le prévoient les dispositions de ce paragraphe, qu'avec le consentement des deux Etats contractants.

#### *Article 26. Echange de Renseignements*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les enseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

#### *Article 27. Assistance au Recouvrement*

1. A la demande de l'autorité compétente d'un Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requérant"), l'autre Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requis") procède, sous réserve des dispositions du paragraphe 6, au recouvrement des créances fiscales du premier Etat comme s'il s'agissait de ses propres créances fiscales. Il est entendu que l'expression "créances fiscales" désigne tout montant d'impôt ainsi que les intérêts, les amendes ou sanctions fiscales et les frais de recouvrement y afférents, qui sont dus et non encore acquittés.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent qu'aux créances fiscales qui font l'objet d'un titre permettant d'en poursuivre le recouvrement dans l'Etat requérant et qui, à

moins que les autorités compétentes n'en soient convenues autrement, ne sont pas contestées.

3. A la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant, l'Etat requis prend les mesures conservatoires, qu' autorise sa législation interne, en vue du recouvrement d'un montant d'impôt, même si la créance est contestée.

4. La demande d'assistance administrative est accompagnée :

- a) d'une attestation précisant la nature de la créance fiscale et, en ce qui concerne le recouvrement, que les conditions prévues au paragraphe 2 sont remplies;
- b) d'une copie officielle du titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant ; et
- c) de tout autre document exigé pour le recouvrement ou pour prendre les mesures conservatoires.

5. Le titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant est, s'il y a lieu et conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat requis, admis, homologué, complété ou remplacé dans les plus brefs délais suivant la date de réception de la demande d'assistance par un titre permettant l'exécution dans l'Etat requis.

6. Les questions concernant le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée sont régies par la législation interne de l'Etat requérant. Si le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée est plus long dans l'Etat requérant que dans l'Etat requis, ce dernier s'efforcera de recouvrer la créance fiscale de l'Etat requérant conformément au délai fixé par la législation de cet Etat. La demande d'assistance contient des renseignements sur ce délai.

7. Les actes de recouvrement accomplis par l'Etat requis à la suite d'une demande d'assistance et qui, suivant la législation interne de cet Etat, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre le délai mentionné au paragraphe 6 ont le même effet au regard de la législation interne de l'Etat requérant. L'Etat requis informe l'Etat requérant des actes ainsi accomplis.

8. Si sa législation interne, ou sa pratique administrative le permet dans des circonstances analogues, l'Etat requis peut consentir un délai de paiement ou un paiement échelonné, mais en informe préalablement l'Etat requérant.

#### *Article 28. Fonctionnaires Diplomatiques et Consulaires*

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu et de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leur revenu et de leur forme, que les résidents de cet Etat.

#### *Article 29. Entrée en Vigueur*

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention prendront effet

- a) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier 1997 ou après cette date;
- b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux impôts afférents, selon les cas, à toute année fiscale ou à toute période d'imposition commençant à compter du 1er janvier 1997 ou après cette date;
- c) en ce qui concerne les impôts qui ne sont pas visés au a ou au b, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1er janvier 1997 ou après cette date.

#### *Article 30. Dénonciation*

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra, moyennant un préavis minimum de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable:

- a) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date;
- b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux impôts afférents, suivant les cas, à toute année fiscale ou à toute période d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date,
- c) en ce qui concerne les impôts qui ne sont pas visés au a ou au b, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 7 juillet 1997 en double exemplaire, en langues française et lituanienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VÉDRINE

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

ALGIRDAS SAUDARGAS

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le a du paragraphe 3 de l'article 2, la taxe sur les salaires est régie par les dispositions de la Convention, applicables, selon les cas, aux bénéfices des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes.

2. Il est entendu que les dispositions de la Convention concernant les biens immobiliers s'appliquent également aux options, promesses de ventes et droits semblables, relatifs à ces biens immobiliers.

3. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 6, il est entendu que tous les revenus et tous les gains tirés de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat conformément aux dispositions de l'article 13.

4. En ce qui concerne l'article 7

- a) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité;
- b) dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée par l'entreprise d'un Etat contractant dans cet Etat ne sont imposables que dans cet Etat.

5. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 7, les dépenses admises en déduction par la Lituanie ne comprennent que les dépenses qui seraient déductibles en vertu de la législation interne de cet Etat, si l'établissement stable était une entreprise distincte de Lituanie. Les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent que durant la période de dix années suivant immédiatement la date de prise d'effet de la Convention.

6. Les dispositions des articles 10 et 11 s'appliquent dans les conditions et limites prévues à ces articles, aux dividendes et aux intérêts payés à un résident d'un Etat contractant par une société ou un fonds d'investissement, créé et établi dans l'autre Etat contractant, où cette société ou fonds est exonéré des impôts visés au a i) ou au a ii) ou au b i) ou au b ii) du paragraphe 3 de l'article 2.



7. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 11, il est entendu qu'une personne est liée à une autre personne lorsque la première personne visée détient directement ou indirectement un intérêt de plus de 50 pour cent dans l'autre personne ou lorsque une ou plusieurs personnes détiennent, directement ou indirectement, plus de 50 pour cent dans les deux personnes.

8. En ce qui concerne les paragraphes 2 et 3 de l'article 11, si dans une convention en vue d'éviter les doubles impositions -- ou dans un avenant à cette convention -- signé à compter de la date de signature de la présente Convention, entre la Lituanie et un Etat tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques à la date de signature de la présente Convention, la Lituanie accepte d'exonérer les intérêts payés sur des prêts de toute nature accordés par une banque, ou accepte un taux d'imposition plus faible sur ces intérêts que celui prévu au paragraphe 2 de l'article 11, cette exemption ou ce taux plus faible s'appliquent automatiquement dans le cadre de la présente Convention comme s'ils étaient visés à l'article 11 avec effet à la date d'entrée en vigueur de cette convention ou de cet avenant conclu avec l'Etat tiers, selon les cas ou à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention si celle-ci est postérieure.

9. En ce qui concerne l'article 12, si dans une convention en vue d'éviter les doubles impositions -- ou dans un avenant à cette convention -- signé à compter de la date de signature de la présente Convention, entre la Lituanie et un Etat tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques à la date de signature de la présente Convention, la Lituanie accepte une définition des redevances qui exclut un droit ou un autre bien visé au paragraphe 3 de l'article 12 ou accepte d'exonérer de l'impôt lituanien sur les redevances les redevances provenant de Lituanie ou accepte des taux plus faibles d'impôt que ceux prévus au paragraphe 2, cette définition plus restrictive, cette exemption ou ces taux plus faibles s'appliquent automatiquement dans le cadre de la présente Convention comme s'ils étaient visés respectivement au paragraphe 3 ou au paragraphe 2 de l'article 12 avec effet à la date d'entrée en vigueur de cette convention ou de cet avenant conclu avec l'Etat tiers, selon les cas, ou à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention si celle-ci est postérieure.

10. Les dispositions de l'article 16 s'appliquent aux revenus visés à l'article 62 du code général des impôts français, revenant à une personne physique qui est un résident de Lituanie, en sa qualité d'associé ou de gérant d'une société qui est un résident de France et qui y est soumise à l'impôt sur les sociétés.

11. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 24, il est entendu qu'une personne physique ou morale, société de personnes ou association ou autre entité qui est un résident d'un Etat contractant ne se trouve pas dans la même situation qu'une personne physique ou morale, société de personnes ou association ou autre entité qui n'est pas un résident de cet Etat, même si, s'agissant des personnes morales, sociétés de personnes ou associations ou autres entités, ces entités sont considérées, en application du paragraphe 2 du même article, comme des nationaux de l'Etat contractant dont elles sont des résidents.

12. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'article 212 de son code général des impôts relatives à la sous-capitalisation ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet article.

13. a) Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la présente Convention.
- b) En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant notamment la nature et le montant des revenus concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le 7 juillet 1997, en double exemplaire, en langues française et lituanienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VÉDRINE

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

ALGIRDAS SAUDARGAS

[ LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN ]

**PRANCŪZIJOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS  
IR LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖS**

**SUTARTIS**

**DĖL PAJAMŲ IR KAPITALO DVIGUBO APMOKESTINIMO  
IR FISKALINIŲ PAŽEIDIMŲ IŠVENGIMO**

Prancūzijos Respublikos Vyriausybė ir Lietuvos Respublikos Vyriausybė,

siekdamos sudaryti Sutartį dėl pajamų ir kapitalo dvigubo apmokestinimo ir fiskalinių pažeidimų išvengimo,

susitarė:

## 1 straipsnis

### ASMENYS, KURIEMS TAIKOMA SUTARTIS

Ši Sutartis taikoma asmenims, kurie yra vienos arba abiejų Susitariančiųjų Valstybių rezidentai.

## 2 straipsnis

### MOKESČIAI, KURIEMS TAIKOMA SUTARTIS

1. Ši Sutartis taikoma pajamų ir kapitalo mokesčiams, kuriuos ima Susitariančioji Valstybė arba jos vietos valdžia, nepriklausomai nuo to, koku būdu jie imami.

2. Pajamų ir kapitalo mokesčiais laikomi visi mokesčiai, kurie imami nuo visų pajamų, viso kapitalo arba nuo pajamų ar kapitalo dalies, įskaitant mokesčius nuo prieaugio pajamų, gaunamų iš kilnojamojo ar nekilnojamojo turto perleidimo, taip pat mokesčius nuo kapitalo vertės padidėjimo.

3. Dabar esantys mokesčiai, kuriems taikoma ši Sutartis, yra būtent šie:

a) Prancūzijos atveju:

- (i) pajamų mokestis (l'impôt sur le revenu),
- (ii) kompanijų mokestis (l'impôt sur les sociétés),
- (iii) atlyginimų mokestis (la taxe sur les salaires),
- (iv) turto mokestis (l'impôt de solidarité sur la fortune)

(toliau vadinami "Prancūzijos mokesčiu");

b) Lietuvos atveju:

- (i) juridinių asmenų pelno mokestis,
- (ii) fizinių asmenų pajamų mokestis,
- (iii) palūkanos už valstybinio kapitalo naudojimą,
- (iv) nekilnojamojo turto mokestis

(toliau vadinami "Lietuvos mokesčiu").

4. Sutartis taip pat taikoma bet kokiems identiškiems arba iš esmės panašioms mokesčiams, pradėtiems imti po Sutarties pasirašymo dienos ir imamiems kartu su dabar esančiais mokesčiais arba vietoje jų. Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys praneša vieni kitiems apie esminius pakeitimus atitinkamuose jų mokesčių įstatymuose.

### 3 straipsnis

#### BENDROS DEFINICIJOS

1. Šioje Sutartyje, jeigu kontekstas nereikalauja kitaip:
  - a) sąvokos "Susitariančioji Valstybė" ir "kita Susitariančioji Valstybė" reiškia Lietuvą arba Prancūziją, kaip to reikalauja kontekstas;
  - b) sąvoka "Prancūzija" reiškia Europoje ir už jūrų esančius Prancūzijos Respublikos departamentus, įskaitant teritorinę jūrą ir bet koki už teritorinės jūros ribų esantį plotą, kuriame Prancūzijos Respublika pagal tarptautinę teisę turi suverenias teises tirti ir eksploatuoti jūros dugno ir jos nuogulų gamtinius išteklius;
  - c) sąvoka "Lietuva" reiškia Lietuvos Respubliką, o ją vartojant geografine prasme - Lietuvos Respublikos teritoriją ir bet kokią kitą su Lietuvos Respublikos teritoriniais vandenimis besiribojantį plotą, kuriame Lietuva pagal Lietuvos Respublikos įstatymus ir tarptautinę teisę gali naudotis teisėmis į jūros dugną ir jos nuogulus bei jų gamtinius išteklius;
  - d) sąvoka "asmuo" apima fizinį asmenį, įmonę, kompaniją ir bet kokią kitą asmenų organizaciją;
  - e) sąvoka "kompanija" reiškia bet kokią korporacinę organizaciją arba bet kokią vienetą, kuris mokesčių tikslams laikomas korporacine organizacija;
  - f) sąvokos "Susitariančiosios Valstybės įmonė" ir "kitos Susitariančiosios Valstybės įmonė" atitinkamai reiškia įmonę, priklausančią Susitariančiosios Valstybės rezidentui, ir įmonę, priklausančią kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui;
  - g) sąvoka "tarptautiniai pervežimai" reiškia bet kokius pervežimus jūrų laivu ar orlaiviu, kuriuos vykdo Susitariančiosios Valstybės įmonė, išskyrus atvejus, kai jūrų laivas ar orlaivis kursuoja tikrai tarp vietovių, esančių kitoje Susitariančiojoje Valstybėje;
  - h) sąvoka "kompetentingas asmuo" reiškia:
    - (i) Lietuvos atveju finansų ministrą arba jo įgaliotą atstovą,
    - (ii) Prancūzijos atveju atsakingą už biudžetą ministrą arba jo įgaliotą atstovą.
2. Susitariančiajai Valstybei bet kuriuo metu taikant Sutartį bet kokia joje neapibrėžta sąvoka, jeigu kontekstas nereikalauja kitaip, turi tokią prasmę, kokią ji tuo metu turi pagal tos Valstybės įstatymą mokesčių, kuriems taikoma Sutartis, atžvilgiu. Sąvokos prasmė, kurią ji turi pagal tos Valstybės mokesčių įstatymą, turi prioritetą prieš prasmę, kuri šiai sąvokai suteikiama pagal kitus tos Valstybės įstatymus.

#### 4 straipsnis

#### REZIDENTAS

1. a) Šioje Sutartyje sąvoka "Susitariančiosios Valstybės rezidentas" reiškia bet kokį asmenį, kuris pagal tos Valstybės įstatymus apmokestinamas joje jo nuolatinės gyvenamosios vietos, buvimo vietos, vadovybės buvimo vietos, inkorporacijos vietos arba bet kokio kito panašaus požymio pagrindu. Bet ši sąvoka neapima jokio asmens, kuris toje Valstybėje apmokestinamas tik todėl, kad toje Valstybėje turi pajamų šaltinį ar kapitalo.
- b) Sąvoka "Susitariančiosios Valstybės rezidentas" apima:
  - (i) tą Valstybę, jos vietos valdžią ir tos Valstybės ar jos vietos valdžios statutines institucijas ir
  - (ii) jeigu ta Valstybė yra Prancūzija, bet kokią bendriją ar asmenų grupę, kuri pagal Prancūzijos vidaus įstatymą apmokestinama panašiai kaip bendrijos, kurių faktiško vadovavimo vieta yra Prancūzijoje ir kurios korporacijų mokesčiu ten neapmokestinamos.
2. Jeigu pagal 1 paragrafo nuostatas fizinis asmuo yra abiejų Susitariančiųjų Valstybių rezidentas, jo statusas apibrėžiamas taip:
  - a) jis laikomas rezidentu tos Valstybės, kurioje jis savo dispozicijoje turi pastovią gyvenamąją vietą; jeigu jis savo dispozicijoje turi pastovią gyvenamąją vietą abiejose Valstybėse, tai laikomas rezidentu tos Valstybės, su kuria turi glaudesnius asmeninius ir ekonominius ryšius (gyvybinių interesų centras);
  - b) jeigu negalima nustatyti Valstybės, kurioje yra jo gyvybinių interesų centras, arba jeigu jis nei vienoje Valstybėje neturi pastovios gyvenamosios vietos, tai laikomas rezidentu tos Valstybės, kurioje jis paprastai gyvena;
  - c) jeigu jis paprastai gyvena abiejose Valstybėse arba negyvena nei vienoje jų, tai laikomas rezidentu tos Susitariančiosios Valstybės, kurios nacionalas jis yra;
  - d) jeigu jis yra abiejų Valstybių arba nėra nei vienos jų nacionalas, tai Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys sprendžia šį klausimą abipusiu susitarimu.
3. Jeigu pagal 1 paragrafo nuostatas asmuo, bet ne fizinis asmuo, yra abiejų Susitariančiųjų Valstybių rezidentas, tai Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys stengiasi išspręsti šį klausimą abipusiu susitarimu, atsižvelgdami į asmens faktiško vadovavimo vietą, vietą, kur jis inkorporuotas ar įsteigtas, ir į bet kokius kitus tinkamus faktorius. Jeigu tokio susitarimo nėra, tai toks asmuo nėra laikomas kurios nors Susitariančiosios Valstybės rezidentu dėl to, kad negalėtų pasinaudoti Sutarties teikiama nauda.

## 5 straipsnis

### NUOLATINĖ BUVEINĖ

1. Šioje Sutartyje sąvoka "nuolatinė buveinė" reiškia pastovią komercinės-ūkinės veiklos vietą, per kurią vykdoma visa įmonės komercinė-ūkinė veikla arba jos dalis.
2. Sąvoka "nuolatinė buveinė" pirmiausia apima:
  - a) vadovybės buvimo vietą,
  - b) filialą,
  - c) įstaigą,
  - d) gamyklą,
  - e) dirbtuvę ir
  - f) kasyklą, naftos ar dujų gręžinį, karjerą arba bet kokią kitą gamtinių išteklių gavybos vietą.
3.
  - a) Statybos teritorija arba statybos, surinkimo ar įrangos objektas, tik tada yra nuolatinė buveinė, kai egzistuoja ilgiau kaip dvylika mėnesių.
  - b) Tačiau statybos teritorija arba statybos, surinkimo ar įrangos objektas, prasidedantis dešimties metų laikotarpiu, prasidedančiu tą dieną, kai Sutartis pradinama taikyti, tik tada yra nuolatinė buveinė, kai egzistuoja ilgiau kaip šešis mėnesius. Po šio dešimties metų laikotarpio taikomos tik a) punkto nuostatos.
4. Neatsižvelgiant į ankstesnes šio straipsnio nuostatas, laikoma, kad sąvoka "nuolatinė buveinė" neapima:
  - a) įrangos naudojimo tikslai įmonei priklausantiems gaminiams ar prekėms sandėliuoti, eksponuoti ar pristatyti,
  - b) įmonei priklausančių gaminių ar prekių atsargų, skirtų tikslai sandėliuoti, eksponuoti ar pristatyti, laikymo,
  - c) įmonei priklausančių gaminių ar prekių atsargų, skirtų tikslai apdoroti kitoje įmonėje, laikymo,
  - d) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai įmonei skirtiems gaminiams ar prekėms įsigyti arba jai skirtai informacijai rinkti, laikymo,
  - e) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai bet kokiai kitai pagalbinio ar paruošiamojo pobūdžio įmonei skirtai veiklai vykdyti, laikymo,

- f) pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos, naudojamos tikslai a) - e) punktuose išvardytos veiklos bet kokiam deriniui, laikymo su sąlyga, kad visa pastovios komercinės-ūkinės veiklos vietos veikla, kurią apsprendžia toks derinys, yra pagalbinio ar paruošiamojo pobūdžio.

5. Neatsižvelgiant į 1 ir 2 paragrafų nuostatas, jeigu asmuo - bet ne toks, kuris turi nepriklausomo agento statusą ir kuriam taikomas 6 paragrafas, - dirba įmonės vardu ir turi įgaliojimą Susitariančiojoje Valstybėje įmonės vardu sudaryti sutartis ir tuo įgaliojimu nuolatos naudojasi, tai ta įmonė laikoma turinčia toje Valstybėje nuolatinę buveinę bet kokiai veiklai, kurią tas asmuo atlieka šiai įmonei, jeigu tokio asmens veikla neapsiriboja 4 paragrafe nurodyta veikla, kuri gali būti atliekama net per pastovią komercinės-ūkinės veiklos vietą, bet dėl to ši pastovi komercinės-ūkinės veiklos vieta, remiantis to paragrafo nuostatomis, netampa nuolatinė buveinė.

6. Įmonė nelaikoma turinčia Susitariančiojoje Valstybėje nuolatinę buveinę, kai ji toje Valstybėje tik užsiima komercine-ūkine veikla per brokerį, komisierių arba bet kokią kitą nepriklausomo agento statusą turintį asmenį, su sąlyga, kad tokie asmenys veikia savo įprastines komercinės-ūkinės veiklos ribose. Tačiau jeigu visa ar beveik visa tokio agento veikla atliekama tos įmonės vardu ir jeigu sandėriai sudaromi tarp agento ir įmonės skiriasi nuo tų, kurie būtų tarp nepriklausomų asmenų, toks agentas šiame paragrafe nėra laikomas nepriklausomo agento statusą turinčiu asmeniu; bet tokiu atveju taikomos 5 paragrafo nuostatos.

7. Tas faktas, kad kompanija, Susitariančiosios Valstybės rezidentė, kontroliuoja arba yra kontroliuojama kompanijos, kuri yra kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentė arba kuri užsiima toje kitoje Valstybėje komercine-ūkine veikla (per nuolatinę buveinę ar kokiu kitu būdu), savaime dar nereiškia, kad viena šių kompanijų yra kitos nuolatinė buveinė.

## 6 straipsnis

### PAJAMOS IŠ NEKILNOJAMOJO TURTO

1. Pajamos iš nekilnojamojo turto (įskaitant pajamas iš žemės ūkio ar miškų ūkio) gali būti apmokestinamos toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje nekilnojamasis turtas yra.
2. Sąvoka "nekilnojamasis turtas" turi tokią prasmę, kokią ji turi pagal tos Susitariančiosios Valstybės, kurioje minimas turtas yra, įstatymą. Šios Sutarties nuostatos susijusios su nekilnojamoju turtu taip pat taikomos turtui, papildančiam nekilnojamąjį turtą, gyvuliams ir įrenginiams, naudojamiems žemės ir miškų ūkyje, teisėms, kurioms taikomos bendrojo žemės nuosavybės įstatymo nuostatos, nekilnojamojo turto užufruktui bei teisėms į kintamus ar pastovius mokėjimus, kaip kompensaciją už mineralinių telkinių, šaltinių ir kitų gamtinių išteklių naudojimą ar teisę juos naudoti; jūrų ir upių laivai bei orlaiviai nekilnojamoju turtu nelaikomi.
3. 1 paragrafo nuostatos taikomos pajamoms, gaunamoms tiesiogiai naudojant, nuomojant arba bet kokiu kitu būdu naudojant nekilnojamąjį turtą.



4. 1 ir 3 paragrafų nuostatos taip pat taikomos pajamoms, gaunamoms iš įmonės nekilnojamojo turto, ir pajamoms, gaunamoms iš nekilnojamojo turto, naudojamo užsiimant individualia savarankiška veikla.

5. Kai akcijos ar kitos teisės kompanijoje, traste ar bet kokioje panašioje institucijoje suteikia teisę naudotis nekilnojamoju turto, esančiu Susitariančiojoje Valstybėje ir priklausančiu tai kompanijai, trustui ar panašiai institucijai, tai pajamos, gaunamos tiesiogiai naudojant, nuomojant ar bet koku kitu būdu naudojant tokią teisę naudotis, gali būti apmokestinamos toje Valstybėje, neatsižvelgiant į 7 ir 14 straipsnių nuostatas.

## 7 straipsnis

### KOMERCINĖS-ŪKINĖS VEIKLOS PELNAS

1. Susitariančiosios Valstybės įmonės pelnas apmokestinamas tik toje Valstybėje, jeigu įmonė neužsiima komercinė-ūkinė veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje per ten esančią nuolatinę buveinę. Jeigu įmonė užsiima komercinė-ūkinė veikla aukščiau minėtu būdu, tai įmonės pelnas gali būti apmokestinamas kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, bet tik ta jo dalis, kuri priskiriama tai nuolatinei buveinei.

2. Atsižvelgiant į 3 paragrafo nuostatas, jeigu Susitariančiosios Valstybės įmonė užsiima komercinė-ūkinė veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje per ten esančią nuolatinę buveinę, tai kiekvienoje Susitariančiojoje Valstybėje tai nuolatinei buveinei priskiriamas pelnas, kurį ji galėtų gauti, jeigu būtų atskira ir savarankiška įmonė, užsiimanti tokia pačia ar panašia veikla tokiomis pačiomis ar panašiomis sąlygomis ir veikianti visiškai nepriklausomai nuo tos įmonės, kurios nuolatinė buveinė ji yra.

3. Nustatant nuolatinės buveinės pelną, leidžiama atimti išlaidas, padarytas šios nuolatinės buveinės tikslams, įskaitant valdymo ir bendras administravimo išlaidas, padarytas toje Valstybėje, kur yra nuolatinė buveinė, arba kitur.

4. Jeigu Susitariančiojoje Valstybėje nuolatinei buveinei priskiriamas komercinės-ūkinės veiklos pelnas paprastai nustatomas proporcingai dalijant bendrą įmonės pelną tarp įvairių jos padalinių, tai 2 paragrafo reikalavimai nedraudžia tai Susitariančiajai Valstybei apmokestinamąjį pelną nustatyti tokiu įprastu proporcingo dalijimo metodu; tačiau proporcingo dalijimo metodas turi būti toks, kad rezultatas atitiktų šiame straipsnyje išdėstytus principus.

5. Nuolatinei buveinei nepriskiriamas joks pelnas, jeigu ta nuolatinė buveinė tik perka įmonei gaminius ar prekes.

6. Ankstesnių šio straipsnio paragrafų tikslams, nuolatinei buveinei priskiriamas pelnas kiekvienais metais nustatomas tuo pačiu būdu, jeigu neatsiranda svari ir pakankama priežastis daryti kitaip.

7. Kai pelnas apima pajamų rūšis, kurios aptariamoms atskirai kituose šios Sutarties straipsniuose, tų straipsnių nuostatomis šio straipsnio nuostatos netaikomos.

## 8 straipsnis

### JŪRŲ LAIVININKYSTĖ IR ORO TRANSPORTAS

1. Susitariančiosios Valstybės įmonės pelnas, gaunamas naudojant jūrų laivus ar orlaivius tarptautiniuose pervežimuose, apmokestinamas tik toje Valstybėje. Toks pelnas apima pelną, kurį ta įmonė gauna be igulos nuomodama jūrų laivus ir orlaivius arba naudodama, laikydama ar nuomodama konteinerius su sąlyga, kad tokia veikla yra atsitiktinė tos įmonės vykdomam jūros laivų ar orlaivių naudojimui tarptautiniuose pervežimuose.
2. 1 paragrafo nuostatos taip pat taikomos pelnui, gaunamam dalyvaujant pule, bendroje komercinėje-ūkinėje veikloje ar tarptautinėje agentūroje.

## 9 straipsnis

### ASOCIJUOTOS ĮMONĖS

1. Tuo atveju,
  - a) kai Susitariančiosios Valstybės įmonė tiesiogiai ar netiesiogiai dalyvauja kitos Susitariančiosios Valstybės įmonės valdyme, kontrolėje ar kapitale arba
  - b) kai tie patys asmenys tiesiogiai ar netiesiogiai dalyvauja Susitariančiosios Valstybės įmonės ir kitos Susitariančiosios Valstybės įmonės valdyme, kontrolėje ar kapitale

ir kai kiekvienu atveju tarp tų dviejų įmonių jų komerciniuose ar finansiniuose santykiuose sukuriamos arba nusistovi kitokios sąlygos negu būtų tarp nepriklausomų įmonių, tada bet koks pelnas, kuris dėl tokių sąlygų būtų priskiriamas vienai iš tų įmonių, bet dėl nusistovėjusių sąlygų jai nepriskiriamas, gali būti įskaitomas į tos įmonės pelną ir atitinkamai apmokestinamas.

2. Jeigu Susitariančioji Valstybė įskaito į tos Valstybės įmonės pelną - ir atitinkamai apmokestina - pelną, kuris buvo apmokestintas kaip kitos Susitariančiosios Valstybės įmonės pelnas toje kitoje Valstybėje, ir taip įskaitytas pelnas yra pelnas, kuris būtų priskirtas pirma paminėtos Valstybės įmonei, jeigu tarp tų dviejų įmonių būtų sukurtos tokios sąlygos kaip tarp nepriklausomų įmonių, tada ta kita Valstybė atitinkamai koreguoja ten mokamo šio pelno mokesčio sumą, jeigu ta kita Valstybė laiko pataisą pagrįsta. Nustatant tokią pataisą atsižvelgiama į kitas šios Sutarties nuostatas, o Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys reikalui esant šiuo klausimu vieni su kitais konsultuojasi.

## 10 straipsnis

### DIVIDENDAI

1. Dividendai, kuriuos kompanija, Susitariančiosios Valstybės rezidentė, moka kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui, gali būti apmokestinami toje kitoje Valstybėje.

2. Tačiau tokie dividendai taip pat gali būti apmokestinami toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurios rezidentė yra dividendus mokanti kompanija, ir pagal tos Valstybės įstatymus, bet jeigu gavėjas yra faktiškasis dividendų savininkas, taip imamas mokestis negali viršyti:

- a) 5 procentų bendros dividendų sumos, jeigu faktiškasis savininkas yra kompanija, kuri
  - (i) tiesiogiai turi ne mažiau kaip 10 procentų dividendus mokančios kompanijos kapitalo, kai ta kompanija yra Lietuvos rezidentė,
  - (ii) tiesiogiai ar netiesiogiai turi ne mažiau kaip 10 procentų dividendus mokančios kompanijos kapitalo, kai ta kompanija yra Prancūzijos rezidentė,
- b) 15 procentų bendros dividendų sumos visais kitais atvejais.

Šio paragrafo nuostatos nekeičia kompanijos pelno, iš kurio mokami dividendai, apmokestinimo.

- 3. a) Lietuvos rezidentas, kuris iš kompanijos, Prancūzijos rezidentės, gauna dividendus, kurie, jeigu juos gautų Prancūzijos rezidentas, suteiktų tokiam rezidentui teisę gauti mokesstinį kreditą ("avoir fiscal"), ir kuris yra faktiškasis tų dividendų savininkas, turi teisę iš Prancūzijos išdo gauti išmoką, lygią tokiam mokesčiniam kreditui ("avoir fiscal"), atsižvelgiant į 2 paragrafo b) punkte nurodytą mokesčio sumažinimą.
  - b) a) punkto nuostatos taikomos tik Lietuvos rezidentui, kuris yra
    - (i) fizinis asmuo arba
    - (ii) kompanija, kuri nei tiesiogiai, nei netiesiogiai neturi 10 ar daugiau procentų dividendus mokančios kompanijos kapitalo.
  - c) a) punkto nuostatos taikomos, tik jeigu faktiškasis dividendų savininkas:
    - (i) už tokius dividendus ir už iš Prancūzijos išdo mokamas išmokas apmokestinamas Lietuvos mokesčiu su pastoviu tarifu ir
    - (ii) įrodo, jeigu taip padaryti reikalauja Prancūzijos mokesčių administratorius, kad jis yra akcijų, už kurias mokami dividendai, savininkas ir kad tokio akcijų turėjimo pagrindinis tikslas arba vienas iš pagrindinių tikslų nėra leisti kitam asmeniui, Susitariančiosios Valstybės rezidentui ar ne, pasinaudoti a) punkto nuostatomis.
  - d) a) punkte nurodyta bendra išmokų iš Prancūzijos išdo suma šioje Sutartyje laikoma dividendais.

4. Jeigu Lietuvos rezidentui nėra suteikta teisė gauti iš Prancūzijos išdo 3 paragrafe minimas išmokas, jis, gaudamas kompanijos, Prancūzijos rezidentės, mokamus dividendus, gali susigrąžinti išankstinius mokėjimus (précompte) tiek, kiek juos už tokius dividendus mokėjo ši kompanija. Gražinamų išankstinių mokėjimų (précompte) bendra suma šioje Sutartyje laikoma dividendais. Prancūzijoje ji apmokestinama pagal 2 paragrafo nuostatas.

5. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "dividendai" reiškia pajamas iš akcijų, "jouissance" akcijų ar "jouissance" teisių, kalnakasybos akcijų, steigėjų akcijų arba kitų dalyvavimo pelne teisių, kurios nėra skoliniai pareikalavimai, taip pat pajamas, kurios pagal Susitariančiosios Valstybės, kurios rezidentė yra pilną skirstančioji kompanija, mokesčių įstatymus traktuojamos kaip paskirstytas pelnas. Suprantama, kad sąvoka "dividendai" neapima 16 straipsnyje minimų pajamų.

6. 1, 2, 3 ir 4 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu faktiškasis dividendų savininkas, būdamas Susitariančiosios Valstybės rezidentas, užsiima komercine-ūkine veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, kurios rezidentė yra dividendus mokanti kompanija, per ten esančią nuolatinę buveinę arba užsiima toje kitoje Valstybėje individualia savarankiška veikla per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o holdingas, už kurį mokami dividendai, yra efektyviai susijęs su tokia nuolatinė buveine ar nuolatinė veiklaviete. Kiekvienu tokiu atveju atitinkamai taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

7. Kai kompanija, Susitariančiosios Valstybės rezidentė, gauna pelną ar pajamas iš kitos Susitariančiosios Valstybės, ta kita Valstybė gali visiškai neapmokestinti kompanijos mokamų dividendų, išskyrus atvejus, kai tokie dividendai mokami tos kitos Valstybės rezidentui arba kai holdingas, už kurį mokami dividendai, yra efektyviai susijęs su toje kitoje Valstybėje esančia nuolatinė buveine ar nuolatinė veiklaviete, taip pat negali iš kompanijos nepaskirstyto pelno imti kompanijos nepaskirstyto pelno mokesčio, net jeigu mokami dividendai ar nepaskirstytas pelnas, visas arba jo dalis, susideda iš pelno ar pajamų, gaunamų toje kitoje Valstybėje.

## 11 straipsnis

### PALŪKANOS

1. Palūkanos, susidarantios Susitariančiojoje Valstybėje ir mokamos kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui, gali būti apmokestinamos toje kitoje Valstybėje.

2. Tačiau tokios palūkanos taip pat gali būti apmokestinamos toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje jos susidaro, ir pagal tos Valstybės įstatymus, bet jeigu gavėjas yra faktiškasis palūkanų savininkas, taip imamas mokestis negali viršyti 10 procentų bendros palūkanų sumos.

3. Neatsižvelgiant į 2 paragrafo nuostatas, bet kokios tokios palūkanos, kaip minima 1 paragrafe, apmokestinamos tik toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurios rezidentas yra gavėjas, jeigu toks gavėjas yra faktiškasis palūkanų savininkas, ir

- a) toks gavėjas yra Susitariančioji Valstybė, jos centrinis bankas ar tos Valstybės vietos valdžia arba
- b) tokios palūkanos mokamos už bet kokią skolinį pareikalavimą ar paskolą, kurią garantavo ar apdraudė Susitariančioji Valstybė, jos centrinis bankas ar jos vietos valdžia arba, Prancūzijos atveju, "Compagnie Française d'Assurance du Commerce Extérieur" (COFACE), arba bet kokia po šios Sutarties pasirašymo dienos vienoje iš Susitariančiųjų Valstybių įsteigta organizacija, kuri veikia finansuojama valstybės arba garantuodama užsienio prekybą ir dėl kurios abipusiai susitarė kompetentingi asmenys, arba

- c) gavėjas yra tos Valstybės įmonė, ir palūkanos mokamos už įsiskolinimą, atsirandantį, kai ta įmonė parduoda kreditan bet kokius gaminius arba gamybinius, prekybinius ar mokslinius įrengimus kitai įmonei, išskyrus atvejus, kai pardavimas vyksta ar įsiskolinimas atsiranda tarp susijusių asmenų.

4. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "palūkanos" reiškia pajamas iš bet kokios rūšies skolinių pareikalavimų, nepriklausomai nuo to, ar jie užtikrinti įkeitimu ar ne ir ar jie suteikia teisę dalyvauti skolininkų pelne ar ne, o būtent pajamas iš vyriausybės vertybinių popierių ir pajamas iš obligacijų ar skolinių įsipareigojimų, įskaitant priemokas ir laimėjimus, gaunamus už tuos vertybinius popierius, obligacijas ar skolinius įsipareigojimus. Baudos už pavėluotus mokėjimus šiame straipsnyje palūkanomis nelaikomos. Sąvoka "palūkanos" neapima kokios nors pajamų rūšies, kuri remiantis 10 straipsnio nuostatomis laikoma dividendais.

5. 1, 2 ir 3 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu faktiškasis palūkanų savininkas, būdamas Susitariančiosios Valstybės rezidentas, užsiima komercine-ūkine veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje susidaro palūkanos, per ten esančią nuolatinę buveinę arba užsiima toje kitoje Valstybėje individualia savarankiška veikla per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o skolinis pareikalavimas, kurio pagrindu mokamos palūkanos, efektyviai susijęs su tokia nuolatinė buveine ar nuolatinė veiklavietė. Kiekvienu tokiu atveju atitinkamai taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

6. Palūkanos laikomos susidarantiomis Susitariančiojoje Valstybėje, kai jų mokėtojas yra tos Valstybės rezidentas. Tačiau jeigu palūkanas mokantis asmuo, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra Susitariančiosios Valstybės rezidentas, turi Susitariančiojoje Valstybėje nuolatinę buveinę arba nuolatinę veiklavietę, dėl kurių atsirado įsiskolinimas, už kurį mokamos palūkanos, ir tos palūkanos priskiriamos tokiai nuolatinėi buveinei ar nuolatinėi veiklavietėi, tada tokios palūkanos laikomos susidarantiomis toje Valstybėje, kurioje yra nuolatinė buveinė ar nuolatinė veiklavietė.

7. Jeigu tarp mokėtojo ir faktiškojo savininko arba tarp jų abiejų ir kokio kito asmens susiformuoja ypatingi santykiai ir dėl to palūkanų suma, tenkanti skoliniam pareikalavimui, už kurį ji mokama, viršija sumą, kuri būtų sutarta tarp mokėtojo ir faktiškojo savininko, jeigu tokių santykių nebūtų, tai šio straipsnio nuostatos taikomos tik tai paskutinei paminėtai sumai. Tokiu atveju mokėjimų perteklius lieka apmokestinamas pagal kiekvienos Susitariančiosios Valstybės įstatymus, atsižvelgiant į kitas šios Sutarties nuostatas.

## 12 straipsnis

### ATLYGINIMAI UŽ NUOSAVYBĖS TEISIŲ PERLEIDIMĄ

1. Atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, susidarantys Susitariančiojoje Valstybėje ir mokami kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui, gali būti apmokestinami toje kitoje Valstybėje.

2. Tačiau tokie atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą taip pat gali būti apmokestinami toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje jie susidaro, ir pagal tos Valstybės įstatymus, bet jeigu gavėjas yra faktiškasis atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininkas, taip imamas mokestis negali viršyti:

- a) 5 procentų bendros atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą sumos, mokamos už gamybinių, prekybinių ar mokslinių įrengimų naudojimą,
- b) 10 procentų bendros atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą sumos visais kitais atvejais.

3. Šiame straipsnyje vartojama sąvoka "atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą" reiškia bet kokios rūšies mokėjimus, gaunamus kaip kompensaciją už naudojimąsi ar už teisę naudotis bet kokiomis autorinėmis teisėmis literatūros, meno ar mokslo darbų srityje (įskaitant kino filmus bei filmus ar įrašus televizijai ar radijui), bet kokį patentą, prekybos ženklą, dizainą ar modelį, planą, slaptą formulę ar metodą, arba už naudojimąsi ar už teisę naudotis gamybiniais, prekybiniais ar moksliniais įrengimais, arba už informaciją apie gamybinę, prekybinę ar mokslinę patirtį (know-how).

4. 1 ir 2 paragrafų nuostatos netaikomos, jeigu faktiškasis atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą savininkas, būdamas Susitariančiosios Valstybės rezidentas, užsiima komercinė-ūkine veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje susidaro atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, per ten esančią nuolatinę buveinę arba užsiima toje kitoje Valstybėje individualia savarankiška veikla per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o teisė arba turtas, už kuriuos mokami atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą, efektyviai susiję su tokia nuolatine buveine ar nuolatine veiklaviete. Kiekvienu tokiu atveju atitinkamai taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

5. Atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą laikomi susidaranciais Susitariančiojoje Valstybėje, kai jų mokėtojas yra tos Valstybės rezidentas. Tačiau jeigu atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą mokantis asmuo, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra Susitariančiosios Valstybės rezidentas, turi Susitariančiojoje Valstybėje nuolatinę buveinę arba nuolatinę veiklavietę, turinčią teisę ar turtą, dėl kurių atsirado įsipareigojimas mokėti atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą, ir tokie atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą priskiriami tokiai nuolatinei buveinei ar nuolatinei veiklavietei, tada tokie atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą laikomi susidaranciais toje Valstybėje, kurioje yra nuolatinė buveinė ar nuolatinė veiklavietė.

6. Jeigu tarp mokėtojo ir faktiškojo savininko arba tarp jų abiejų ir kokio kito asmens susiformuoja ypatingi santykiai ir dėl to atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą suma, tenkanti naudojimui, teisei ar informacijai, už kuriuos ji mokama, viršija sumą, kuri būtų sutarta tarp mokėtojo ir faktiškojo savininko, jeigu tokių santykių nebūtų, tai šio straipsnio nuostatos taikomos tik tai paskutinei minėtai sumai. Tokiu atveju mokėjimų perteklius lieka apmokestinamas pagal kiekvienos Susitariančiosios Valstybės įstatymus, atsižvelgiant į kitas šios Sutarties nuostatas.

### 13 straipsnis

#### KAPITALO PRIEAUGIO PAJAMOS

- 1. a) Prieaugio pajamos, gaunamos iš 6 straipsnyje apibrėžto nekilnojamojo turto, gali būti apmokestinamos toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje tas nekilnojamas turtas yra.

- b) Prieaugio pajamos, gaunamos iš akcijų ar kitų teisių kompanijoje, traste ar bet kokiaje panašioje institucijoje, kurios aktyvų didžiąją dalį, tiesiogiai arba per vieną ar daugiau kitų tarpinių kompanijų, trastų ar panašių institucijų sudaro 6 straipsnyje apibrėžtas ir Susitariančiojoje Valstybėje esantis nekilnojamasis turtas arba su tokiu nekilnojamoju turtu susijusios teisės, perleidimo, gali būti apmokestinamos toje Valstybėje, jeigu pagal tos Valstybės įstatymus jos apmokestinamos taip pat kaip ir prieaugio pajamos, gaunamos iš nekilnojamojo turto perleidimo.
2. Prieaugio pajamos, gaunamos iš kilnojamojo turto, kuris yra Susitariančiosios Valstybės įmonės kitoje Susitariančiojoje Valstybėje turimos nuolatinės buveinės turto dalis, arba iš kilnojamojo turto, priklausančio individualiai savarankiškai veiklai reikalingai nuolatinei veiklavietei, kurią Susitariančiosios Valstybės rezidentas savo dispozicijoje turi kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, perleidimo, įskaitant prieaugio pajamas iš tokios nuolatinės buveinės (atskirai ar kartu su visa įmone) ar iš tokios nuolatinės veiklavietės perleidimo, gali būti apmokestinamos toje kitoje Valstybėje.
3. Prieaugio pajamos, kurias Susitariančiosios Valstybės įmonė gauna iš tokios įmonės tarptautiniuose pervežimuose naudojamų jūrų laivų ar orlaivių arba iš su tokių jūrų laivų ar orlaivių naudojimu susijusio kilnojamojo turto perleidimo, apmokestinamos tik toje Valstybėje.
4. Prieaugio pajamos, gaunamos iš bet kokio turto, bet ne to, kuris apibrėžtas 1, 2 ir 3 paragrafuose, perleidimo, apmokestinamos tik toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurios rezidentas yra turą perleidęs asmuo.

#### 14 straipsnis

#### INDIVIDUALI SAVARANKIŠKA VEIKLA

1. Pajamos, kurias Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna už profesines paslaugas ar kitą savarankiško pobūdžio veiklą, apmokestinamos tik toje Valstybėje, jeigu jis reguliariai savo dispozicijoje neturi šiai veiklai reikalingos nuolatinės veiklavietės kitoje Susitariančiojoje Valstybėje. Jeigu jis turi tokią nuolatinę veiklavietę, jo pajamos gali būti apmokestinamos toje kitoje Valstybėje, tačiau tik ta pajamų dalis, kuri priskiriama tai nuolatinei veiklavietei. Šiam tikslui, kai fizinis asmuo, Susitariančiosios Valstybės rezidentas, kitoje Susitariančiojoje Valstybėje bet kuriuo dvylikos vienas po kito einančių mėnesių laikotarpiu, prasidedančiu arba pasibaigiančiu duotais finansiniais metais, ištiesai arba su pertraukomis išbūna ilgiau kaip 183 dienas, jis laikomas reguliariai savo dispozicijoje turinčiu nuolatinę veiklavietę toje kitoje Valstybėje, o pajamos, gaunamos iš aukščiau nurodytos jo veiklos, kuri atliekama toje kitoje Valstybėje, priskiriamos tai nuolatinei veiklavietei.
2. Sąvoka "profesinės paslaugos" pirmiausia apima savarankišką mokslinę, literatūrinę, meno, auklėjamąją arba dėstyimo veiklą, taip pat savarankišką gydytojų, advokatų, inžinierių, architektų, dantistų ir buhalterių veiklą.

## **15 straipsnis**

### **VEIKLA, SUSIJUSI SU DARBO SANTYKIAIS**

1. Atsižvelgiant į 16, 18 ir 19 straipsnių nuostatas, algos, darbo užmokestis ir kiti panašūs atlyginimai, kuriuos Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna už samdomą darbą, apmokestinami tik toje Valstybėje, jeigu samdomas darbas nėra atliekamas kitoje Susitariančiojoje Valstybėje. Jeigu samdomas darbas atliekamas toje kitoje Valstybėje, tai už jį gaunamas atlyginimas gali būti apmokestinamas toje kitoje Valstybėje.
2. Neatsižvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, atlyginimas, kurį Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna už samdomą darbą, atliekamą kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, apmokestinamas tik pirma paminėtoje Valstybėje, jeigu:
  - a) gavėjas kitoje Valstybėje bet kuriuo dvylikos vienas po kito einančių mėnesių laikotarpiu, prasidedančiu arba pasibaigiančiu duotais finansiniais metais, išsiai arba su pertraukomis išbūna ne ilgiau kaip 183 dienas ir
  - b) atlyginimą moka darbdavys, kuris nėra kitos Valstybės rezidentas, arba atlyginimas mokamas jo vardu, ir
  - c) atlyginimas nėra priskiriamas nuolatinei buveinei ar nuolatinei veiklavietei, kurią darbdavys turi kitoje Valstybėje.
3. Neatsižvelgiant į ankstesnes šio straipsnio nuostatas, atlyginimas už samdomą darbą, atliekamą Susitariančiosios Valstybės įmonės tarptautiniuose pervežimuose naudojamame jūrų laive ar orlaivyje, gali būti apmokestinamas toje Valstybėje.

## **16 straipsnis**

### **DIREKTORIŲ ATLYGINIMAI**

Direktorių atlyginimai ir kiti panašūs mokejimai, kuriuos Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna kaip kompanijos, kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentės, direktorių valdybos arba stebėtojų tarybos narys, gali būti apmokestinami toje kitoje Valstybėje.

## **17 straipsnis**

### **ARTISTAI IR SPORTININKAI**

1. Neatsižvelgiant į 14 ir 15 straipsnių nuostatas, pajamos, kurias Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna kaip atlikėjas, t.y. teatro, kino, radijo ar televizijos artistas arba muzikantas, arba kaip sportininkas už savo individualią veiklą kaip tokia kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, gali būti apmokestinamos toje kitoje Valstybėje.



2. Jeigu pajamos iš individualios atlikėjo ar sportininko veiklos kaip tokios atitenka ne pačiam atlikėjui ar sportininkui, bet kitam asmeniui, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra Susitariančiosios Valstybės rezidentas, tai tos pajamos, neatsižvelgiant į 7, 14 ir 15 straipsnių nuostatas, gali būti apmokestinamos toje Susitariančiojoje Valstybėje, kurioje atlikėjas ar sportininkas atlieka šią veiklą.

3. Neatsižvelgiant į 1 paragrafo nuostatas, pajamos, kurias Susitariančiosios Valstybės rezidentas gauna kaip atlikėjas ar sportininkas už savo individualią veiklą kaip tokią kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, apmokestinamos tik pirma paminėtoje Valstybėje, jeigu didžiąją tokios veiklos kitoje Valstybėje dalį finansuoja pirma paminėtos Valstybės arba jos vietos valdžios, arba jų statutinių institucijų visuomeniniai fondai.

4. Neatsižvelgiant į 2 paragrafo nuostatas, jeigu pajamos iš individualios Susitariančiosios Valstybės rezidento, kuris yra atlikėjas ar sportininkas, veiklos kaip tokios kitoje Susitariančiojoje Valstybėje atitenka ne pačiam atlikėjui ar sportininkui, bet kitam asmeniui, nepriklausomai nuo to, ar jis yra ar nėra Susitariančiosios Valstybės rezidentas, tai tos pajamos, neatsižvelgiant į 7, 14 ir 15 straipsnių nuostatas, apmokestinamos tik pirma paminėtoje Valstybėje, jeigu didžiąją to kito asmens dalį finansuoja tos Valstybės arba jos vietos valdžios, arba jų statutinių institucijų visuomeniniai fondai.

## **18 straipsnis**

### **PENSIJOS**

Atsižvelgiant į 19 straipsnio 2 paragrafo nuostatas, pensijos bei kiti panašūs atlyginimai, mokami už praeityje dirbtą samdomą darbą Susitariančiosios Valstybės rezidentui, apmokestinami tik toje Valstybėje.

## **19 straipsnis**

### **VALSTYBINĖ TARNYBA**

1. a) Algos, darbo užmokestis ir kiti panašūs atlyginimai, bet ne pensija, kurią Susitariančioji Valstybė ar jos vietos valdžia, ar viena iš jų statutinių institucijų moka fiziniam asmeniui už tarnybą tai Valstybei, valdžiai ar institucijai, apmokestinami tik toje Valstybėje.
- b) Tačiau tokios algos, darbo užmokestis ir kiti panašūs atlyginimai apmokestinami tik kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, jeigu tarnyba atliekama toje Valstybeje ir fizinis asmuo yra tos Valstybės rezidentas ir nacionalas, kartu nebūdamas pirma paminėtos Valstybės nacionalu.
2. a) Bet kokia pensija, kurią fiziniam asmeniui moka Susitariančioji Valstybė ar jos vietos valdžia, ar viena iš jų statutinių institucijų, arba kuri mokama iš jų sukurtų fondų, už tarnybą tai Valstybei, valdžiai ar institucijai, apmokestinama tik toje Valstybėje.

- b) Tačiau tokia pensija apmokestinama tik kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, jeigu fizinis asmuo yra tos Valstybės rezidentas ir nacionalas, kartu nebūdamas pirma paminėtos valstybės nacionalu.
3. 15 ir 18 straipsnių nuostatos taikomos atlyginimams, darbo užmokesčiui ir kitiems panašiams atlyginimams bei pensijoms už tarnybą, susijusią su komercine-ūkine veikla, kuria užsiima Susitariančioji Valstybė ar jos vietos valdžia, ar viena iš jų statutinių institucijų.

## **20 straipsnis**

### **STUDENTAI**

1. Mokėjimai, kuriuos savo pragyvenimui, mokslui ar stažuotei gauna studentas arba mokinys, arba praktikantas, kuris yra arba prieš pat atvykdamas į Susitariančiąją Valstybę buvo kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentas ir kuris pirma paminėtoje Valstybėje tikėtai mokosi ar stažuojasi, neapmokestinami toje Valstybėje su sąlyga, kad tokie mokėjimai gaunami iš šaltinių, esančių už tos Valstybės ribų.
2. Neatsižvelgiant į 14 ir 15 straipsnių nuostatas, atlyginimai, kuriuos už individualias paslaugas, suteiktas Susitariančiojoje Valstybėje, gauna studentas arba mokinys, arba praktikantas, kuris yra arba prieš pat atvykdamas į tą Valstybę buvo kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentas ir kuris pirma paminėtoje Valstybėje tikėtai mokosi ar stažuojasi, neapmokestinami toje Valstybėje su sąlyga, kad šios paslaugos susijusios su jo mokymusi ar stažavimusi ir yra atsitiktinės arba atlyginimai už tokias paslaugas yra būtini papildant jo žinioje esančius ir jo pragyvenimui skirtus išteklius.

## **21 straipsnis**

### **KITOS PAJAMOS**

1. a) Susitariančiosios Valstybės rezidento pajamų rūšys, nesvarbu, kur susidarantios, ir neaprašytos ankstesniuose šios Sutarties straipsniuose, apmokestinamos tik toje Valstybėje.
- b) Tačiau tokios pajamų rūšys, susidarantios kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, taip pat gali būti apmokestinamos toje kitoje Valstybėje dešimties metų laikotarpiu, prasidedančiu tą dieną, kai Sutartis pradeda taikyti. Po šio dešimties metų laikotarpio taikomos tik a) punkto nuostatos.
2. 1 paragrafo nuostatos netaikomos pajamoms, bet ne toms pajamoms, kurios gaunamos iš 6 straipsnio 2 paragrafe apibrėžto nekilnojamojo turto, jeigu tokių pajamų gavėjas, būdamas Susitariančiosios Valstybės rezidentas, užsiima komercine-ūkine veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje per ten esančią nuolatinę buveinę arba užsiima toje kitoje Valstybėje individualia savarankiška veikla per ten esančią nuolatinę veiklavietę, o teisė arba turtas, už kuriuos gaunamos pajamos, efektyviai susiję su tokia nuolatinė buveine ar nuolatinė veiklaviete. Kiekvienai tokiu atveju atitinkamai taikomos 7 straipsnio arba 14 straipsnio nuostatos.

## 22 straipsnis

### KAPITALAS

1. a) Kapitalas, sudarytas iš 6 straipsnyje apibrėžto nekilnojamojo turto, priklausančio Susitariančiosios Valstybės rezidentui ir esančio kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, gali būti apmokestinamas toje kitoje Valstybėje.  
b) Kapitalas, sudarytas iš akcijų ar kitų teisių kompanijoje, traste ar bet kokioje panašioje institucijoje, kurios aktyvų didžiąją dalį, tiesiogiai arba per vieną ar daugiau kitų tarpinių kompanijų, trustų ar panašių institucijų, sudaro 6 straipsnyje apibrėžtas ir Susitariančiojoje Valstybėje esantis nekilnojamas turtas arba su tokiu nekilnojamoju turtu susijusios teisės, gali būti apmokestinamos toje Valstybėje.
2. Kapitalas, sudarytas iš kilnojamojo turto, kuris yra Susitariančiosios Valstybės įmonės kitoje Susitariančiojoje Valstybėje turimos nuolatinės buveinės turto dalis, arba iš kilnojamojo turto, priklausančio individualiai savarankiškai veiklai reikalingai nuolatinėi veiklavietei, kurią Susitariančiosios Valstybės rezidentas savo dispozicijoje turi kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, gali būti apmokestinamas toje kitoje Valstybėje.
3. Susitariančiosios Valstybės įmonės kapitalas, sudarytas iš tos įmonės tarptautiniuose pervežimuose naudojamų jūrų laivų ir orlaivių ir iš su tokių jūrų laivų ir orlaivių naudojimu susijusio kilnojamojo turto, apmokestinamas tik toje Valstybėje.
4. Visos kitos Susitariančiosios Valstybės rezidento kapitalo rūšys apmokestinamos tik toje Valstybėje.

## 23 straipsnis

### DVIGUBO APMOKESTINIMO PANAIKINIMAS

1. Prancūzijos atveju dvigubo apmokestinimo išvengiama tokiu būdu:
  - a) Neatsižvelgiant į bet kokią kitą šios Sutarties nuostatą, pajamos, kurios, remiantis Sutarties nuostatomis, gali būti apmokestinamos arba yra apmokestinamos tik Lietuvoje, įkalkuliuojamos skaičiuojant Prancūzijos mokesčių, jeigu tokios pajamos pagal Prancūzijos vidaus įstatymą nėra atleistos nuo kompanijų mokesčio. Tokiu atveju Lietuvos mokesčiai nėra atimamas iš tokių pajamų, bet Prancūzijos rezidentas, atsižvelgiant į (i) ir (ii) punkte numatytas sąlygas ir apribojimus, turi teisę gauti kreditą Prancūzijos mokesčiui. Toks mokesstinis kreditas lygus:
    - (i) pajamų, bet ne tų, kurios minimos (ii) punkte, atveju Prancūzijos mokesčio, priskiriamo tokioms pajamoms, sumai su sąlyga, kad savininkas už tokias pajamas apmokestinamas Lietuvoje;

- (ii) pajamų, apmokestinamų Prancūzijos kompanijų mokesčiu pagal 7 straipsnį ir 13 straipsnio 2 paragrafą, ir pajamų, minimų 6 straipsnio 5 paragrafe, 10, 11, 12 straipsniuose, 13 straipsnio 1 paragrafe, 15 straipsnio 3 paragrafe, 16 straipsnyje, 17 straipsnio 1 ir 2 paragrafuose ir 21 straipsnyje, atveju Lietuvoje, remiantis šių straipsnių nuostatomis, sumokėto mokesčio sumai; tačiau toks mokesstinis kreditas neturi viršyti Prancūzijos mokesčio, priskiriamo tokioms pajamoms, sumos.
- b) Prancūzijos rezidentas, turintis kapitalo, kuris gali būti apmokestinamas Lietuvoje remiantis 22 straipsnio 1 ar 2 paragrafais, Prancūzijoje taip pat už tokį kapitalą apmokestinamas. Skaičiuojant Prancūzijos mokesį leidžiama taikyti mokesstinį kreditą, lygų Lietuvoje už tokį kapitalą sumokėto mokesčio sumai. Tačiau toks mokesstinis kreditas neturi viršyti Prancūzijos mokesčio, priskiriamo tokiam kapitalui, sumos.
- c) (i) Suprantama, kad a) punkte vartojama sąvoka "Prancūzijos mokesčio, priskiriamo tokioms pajamoms, suma" reiškia:
  - kai mokeskis už tokias pajamas skaičiuojamas taikant proporcinį tarifą, duotų grynujų pajamų sumą, padaugintą iš tarifo, kuris faktiškai taikomas tokioms pajamoms,
  - kai mokeskis už tokias pajamas skaičiuojamas taikant progresyvinę skalę, duotų grynujų pajamų sumą, padaugintą iš tarifo, gaunamo kaip santykis tarp už pagal Prancūzijos įstatymą apmokestinamas visas grynąsias pajamas faktiškai mokamo mokesčio ir tų visų grynujų pajamų sumos.Šis išaiškinimas analogiškai taikomas b) punkte vartojamai sąvokai "Prancūzijos mokesčio, priskiriamo tokiam kapitalui, suma".
- (ii) Suprantama, kad a) ir b) punktuose vartojama sąvoka "Lietuvoje sumokėto mokesčio suma" reiškia Lietuvos mokesčio, kuriuo dėl minimų pajamų ar kapitalo rūšių, remiantis Sutarties nuostatomis, tikrai ir apibrėžtai apdedamas Prancūzijos rezidentas, kuris pagal Prancūzijos įstatymą apmokestinamas už tas pajamų ar kapitalo rūšis, sumą.

2. Lietuvos atveju dvigubo apmokestinimo išvengiama tokiu būdu:

- a) Kai Lietuvos rezidentas gauna pajamas arba turi kapitalo, kurie, remiantis šia Sutartimi, gali būti apmokestinami Prancūzijoje, Lietuva, jeigu jos vidaus įstatymai nenumato palankesnio apmokestinimo, leidžia:
  - (i) iš tokio rezidento pajamų mokesčio atimti sumą, lygią Prancūzijoje sumokėtam šių pajamų mokesčiui,
  - (ii) iš tokio rezidento kapitalo mokesčio atimti sumą, lygią Prancūzijoje sumokėtam šio kapitalo mokesčiui.

Tačiau tokia atimama suma bet kuriuo atveju neturi viršyti tos prieš atėmimą apskaičiuotos Lietuvos pajamų arba kapitalo mokesčio dalies, kiekvienu atveju atitinkamai priskiriamos pajamoms arba kapitalui, kurie gali būti apmokestinami Prancūzijoje.

- b) a) punkto tikslui, kai kompanija, Lietuvos rezidentė, gauna dividendus iš kompanijos, Prancūzijos rezidentės, kurioje jai priklauso ne mažiau kaip 10 procentų pilną balsavimo teisę turinčių akcijų, Prancūzijoje mokamas mokestis apima ne tik dividendų mokestį, bet taip pat ir kompanijos nepaskirstyto pelno, iš kurio išmokėti dividendai, mokesčio dalį.

## 24 straipsnis

### NEDISKRIMINACIJA

1. Susitariančiosios Valstybės nacionalų bet koks apmokestinimas arba bet kokie su juo susiję reikalavimai kitoje Susitariančiojoje Valstybėje neturi būti kitokie ar didesni negu tos kitos Valstybės nacionalų esamas arba galimas apmokestinimas ir su juo susiję reikalavimai esant tokioms pat aplinkybėms, ypač atsižvelgiant į rezidenciją. Neatsižvelgiant į 1 straipsnio nuostatas, ši nuostata taip pat taikoma asmenims, kurie nėra nei vienos, nei abiejų Susitariančiųjų Valstybių rezidentai.
2. Sąvoka "nacionalas" reiškia:
  - a) bet kokį fizinį asmenį, turintį Susitariančiosios Valstybės pilietybę,
  - b) bet kokį juridinį asmenį, bendriją, asociaciją ar kitą vieneta, tokį savo statusą įgijusius pagal Susitariančiojoje Valstybėje galiojančius įstatymus.
3. Nuolatinės buveinės, kurią Susitariančiosios Valstybės įmonė turi kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, apmokestinimas toje kitoje Valstybėje neturi būti mažiau palankus negu tos kitos Valstybės tokia pačia veikla užsiimančių įmonių. Ši nuostata negali būti aiškinama kaip įpareigojanti Susitariančiąją Valstybę apmokestinant teikti kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentams kokias nors asmenines nuolaidas, lengvatas ir sumažinimus dėl jų socialinės ar šeimyninės padėties, kokius ji teikia savo rezidentams.
4. Išskyrus atvejus, kai taikomos 9 straipsnio 1 paragrafo, 11 straipsnio 7 paragrafo arba 12 straipsnio 6 paragrafo nuostatos, nustatant Susitariančiosios Valstybės įmonės apmokestinamąjį pelną, palūkanos, atlyginimai už nuosavybės teisių perleidimą ir kitokios išmokos, kurias ta įmonė moka kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui, atimamos tokiomis pat sąlygomis, lyg jos būtų mokamos pirma paminėtos Valstybės rezidentui. Taip pat ir nustatant Susitariančiosios Valstybės įmonės apmokestinamąjį kapitalą, bet kokios šios įmonės skolos kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentui atimamos tokiomis pat sąlygomis, lyg jos būtų pirma paminėtos Valstybės rezidento skolos.
5. Susitariančiosios Valstybės įmonių, kurių visas ar dalis kapitalo priklauso vienam ar keliems kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentams arba yra jų tiesiogiai ar netiesiogiai kontroliuojamas, bet koks apmokestinimas arba bet kokie su juo susiję reikalavimai pirma paminėtoje Valstybėje neturi būti kitokie arba didesni negu pirma paminėtos Valstybės kitų panašių įmonių esamas arba galimas apmokestinimas ir su juo susiję reikalavimai.

6. a) Fiziniam asmeniui, kuris Susitariančiojoje Valstybėje užsiima su darbo santykiais susijusia veikla, priskiriami įnašai į pensijų fondą, įsteigtą ir pripažintą mokesčių tikslams kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, atimami nustatant fizinio asmens apmokestinamąsias pajamas pirma paminėtoje Valstybėje ir toje Valstybėje traktuojami tokiu pačiu būdu ir taikant tokias pačias sąlygas ir apribojimus, kaip įnašai į pensijų fondą, kuris mokesčių tikslams pripažįstamas toje pirma paminėtoje Valstybėje, su sąlyga, kad
- (i) fizinis asmuo prieš pačią samdomo darbo toje Valstybėje pradžią nebuvo tos Valstybės rezidentas ir mokėjo įnašus į šį pensijų fondą (arba į kitą pensijų fondą, kuriuo šis pensijų fondas buvo pakeistas) ir
  - (ii) tos Valstybės kompetentingas asmuo pritarė šiam pensijų fondui kaip atitinkančiam pensijų fondą, kurį kaip tokį mokesčių tikslams pripažįsta ta Valstybė.
- b) a) punkto tikslams:
- (i) sąvoka "pensijų fondas" reiškia susitarimą, kuriame dalyvauja fizinis asmuo, kad užsitikrintų senatvės pensiją, mokamą už su darbo santykiais susijusią veiklą, minimą a) punkte, ir
  - (ii) pensijų fondas mokesčių tikslams pripažįstamas Susitariančiojoje Valstybėje, jeigu įnašai į šį fondą atleidžiami nuo mokesčio toje Valstybėje.
7. Neatsižvelgiant į 2 straipsnio nuostatą, šio straipsnio nuostatos taikomos visų rūšių ir tipų mokesčiams.
8. Jeigu kokioje nors sutartyje, susitarime ar konvencijoje, kurios dalyvės yra Susitariančiosios Valstybės, bet ne šioje Sutartyje, yra nuostatos dėl nediskriminacijos ar nuostatos dėl didžiausio palankumo statusą turinčios valstybės, tai suprantama, kad tokios nuostatos netaikomos tarp Susitariančiųjų Valstybių mokesčiams, kuriems taikoma ši Sutartis, bei paveldėto ir dovanoto turto mokesčiams.

## 25 straipsnis

### ABIPUSIO SUSITARIMO PROCEDŪRA

1. Kai asmuo mano, kad vienos arba abiejų Susitariančiųjų Valstybių veiksmai baigiasi arba baigsis jo apmokestinimu, neatitinkančiu šios Sutarties nuostatų, jis gali, nepriklausomai nuo priemonių, numatytų tų Valstybių vidaus įstatyme, šiuo klausimu kreiptis į Susitariančiosios Valstybės, kurios rezidentas jis yra, kompetentingą asmenį arba, jeigu jo atvejis numatytas šios Sutarties 24 straipsnio 1 paragrafe, - į kompetentingą asmenį tos Susitariančiosios Valstybės, kurios nacionalas jis yra. Pareiškimas turi būti pateiktas per trejus metus nuo pirmo pranešimo apie veiksmus, vedančius prie Sutarties nuostatų neatitinkančio apmokestinimo.

2. Jeigu kompetentingas asmuo mano, kad protestas pagrįstas, ir jeigu pats negali rasti priimtino sprendimo, tai jis stengiasi išspręsti šį klausimą abipusiu susitarimu su kitos Susitariančiosios Valstybės kompetentingu asmeniu, kad būtų išvengta Sutarties neatitinkancio apmokestinimo. Bet koks pasiektas susitarimas vykdomas neatsižvelgiant į Susitariančiųjų Valstybių vidaus įstatyme nustatytus laiko limitus.

3. Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys abipusiu susitarimu stengiasi šalinti bet kokius sunkumus ar abejones, kylančias aiškinant ar taikant Sutartį. Jie taip pat gali kartu konsultuotis, kaip išvengti dvigubo apmokestinimo Sutartyje nenumatytais atvejais.

4. Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys arba jų atstovai, siekdami susitarimo pagal šio straipsnio ankstesnius paragrafus, gali palaikyti vieni su kitais tiesioginių ryši. Jeigu atrodo tikslinga, kad, norint susitarti, reikia pasikeisti nuomonėmis žodžiu, toks pasikeitimas galimas komisijoje, sudarytoje iš Susitariančiųjų Valstybių kompetentingų asmenų arba jų atstovų.

5. Dėl Bendrojo susitarimo dėl prekybos paslaugomis (General Agreement on Trade in Services) XXII straipsnio 3 paragrafo - Susitariančiosios Valstybės sutinka, kad, neatsižvelgiant į tą paragrafą, bet koks jų tarpusavio ginčas, kaip priemonė, susijusi su mokesčiu, kuriam taikoma bet kokia šios Sutarties nuostata, ir patenkanti į šios Sutarties taikymo sritį, gali būti pateikti Tarybai dėl prekybos paslaugomis (Council for Trade in Services), kaip numatyta tame paragrafe, tik abiem Susitariančiosioms Valstybėms sutikus.

## 26 straipsnis

### KEITIMASIS INFORMACIJA

1. Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys keičiasi tokia informacija, kokia reikalinga įgyvendinant šios Sutarties arba Susitariančiųjų Valstybių vidaus įstatymų, liečiančių mokesčius, kuriems taikoma Sutartis, nuostatas tiek, kiek toks apmokestinimas neprieštarauja Sutartčiai. Keitimasis informacija neapsiriboja 1 straipsniu. Bet kokia Susitariančiosios Valstybės gaunama informacija laikoma paslapyje taip, kaip ir pagal tos Valstybės vidaus įstatymus gaunama informacija, ir suteikiama tik tiems asmenims arba valdžios institucijoms (įskaitant teismus ir administracines institucijas), kurie užsiima mokesčių, kuriems taikoma Sutartis, apskaičiavimu ar surinkimu, priverstiniu išieškojimu ar teisiniu persekiojimu arba pareiškimų nagrinėjimu. Tokie asmenys ar valdžios institucijos šią informaciją naudoja tik tokiems tikslams. Informaciją jie gali paskelbti viešų teismo procesų metu arba esant teisiniams sprendimams.

2. 1 paragrafo nuostatos jokių būdu negali būti aiškinamos kaip įpareigojanti Susitariančiąją Valstybę:

- a) imtis administracinių priemonių, kurios neatitinka tos ar kitos Susitariančiosios Valstybės įstatymų ir administravimo praktikos,
- b) teikti informaciją, kurios negalima teikti pagal tos ar kitos Susitariančiosios Valstybės įstatymus arba įprastinę administravimo praktiką,

- c) teikti informaciją, kuri atskleistų kokią nors prekybos, komercinės-ūkinės veiklos, gamybinę, komercinę ar profesinę paslaptį arba prekybos procesą, arba informaciją, kurios atskleidimas prieštarautų viešajai tvarkai (ordre public).

## 27 straipsnis

### PAGALBA RENKANT MOKESČIUS

1. Gavusi Susitariančiosios Valstybės (toliau vadinamos "prašymą pateikusia Valstybe") kompetentingo asmens prašymą, kita Susitariančioji Valstybė (toliau vadinama "prašymą gavusia Valstybe"), atsižvelgdama į 6 paragrafo nuostatas, imasi būtinų priemonių pirma paminėtos Valstybės mokestiniais ieškiniams patenkinti taip, lyg tai būtų jos pačios mokestiniai ieškiniai. Suprantama, kad sąvoka "mokestiniai ieškiniai" reiškia bet kokio mokesčio, taip pat delspinigių už jį sumą, su mokesčiu susijusias baudas ir pabaudas bei išlaidas, reikalingas išieškojimui, kurie yra priskaičiuoti, bet dar nesumokėti.
2. 1 paragrafo nuostatos taikomos tik tokiems mokestiniais ieškiniams, kurie pagrįsti dokumentu, leidžiančiu juos priverstinai išieškoti prašymą pateikusioje Valstybėje, ir, jeigu kompetentingi asmenys nesusitaria kitaip, kurie nėra ginčytini.
3. Gavusi prašymą pateikusios Valstybės kompetentingo asmens prašymą, prašymą gavusi Valstybė, siekdama išieškoti mokesčio sumą, imasi tokių apsaugos priemonių, kokios galimos prašymą gavusiai Valstybei pagal tos Valstybės įstatymus, net jeigu ieškinyje ginčytinas.
4. Prašant administracinės pagalbos reikia pateikti:
  - a) deklaraciją, kuri tiksliai apibrėžia mokesčio ieškinių prigimtį ir išieškojimo atveju patenkina 2 paragrafe nustatytas sąlygas,
  - b) oficialią dokumentą, leidžiančio priverstinai išieškoti prašymą pateikusioje Valstybėje, kopiją ir
  - c) bet kokią kitą dokumentą, reikalingą išieškant mokesčius ar imantis apsaugos priemonių.
5. Jeigu tai priimtina ir atitinka prašymą gavusioje Valstybėje galiojančias nuostatas, tai dokumentas, leidžiantis priverstinai išieškoti prašymą pateikusioje Valstybėje, kaip galima greičiau, gavus pagalbos prašymą, priimamas, pripažįstamas, papildomas ar pakeičiamas dokumentu, leidžiančiu priverstinai išieškoti pirmojoje Valstybėje.
6. Klausimai dėl bet kokio laikotarpio, po kurio mokesstinis ieškinyje negali būti patenkinamas, sprendžiami vadovaujantis prašymą gavusios Valstybės vidaus įstatymais. Jeigu laikotarpis, po kurio mokesstinis ieškinyje negali būti patenkinamas, prašymą pateikusioje Valstybėje yra ilgesnis negu prašymą gavusioje Valstybėje, pastaroji stengiasi patenkinti prašymą pateikusios Valstybės mokesčių ieškinių, remdamasi laikotarpiu, nustatytu pagal tos Valstybės įstatymus. Pagalbos prašyme tas laikotarpis turi būti detalizuojamas.



7. Prašymą gavusi Valstybė, vykdydama pagalbos prašymą, gali, remdamasi tos Valstybės vidaus įstatymais, imtis išieškojimo veiksmų, sustabdančių ar pertraukiančių 6 paragrafe minimą laikotarpį, kurie turi turėti tokį patį poveikį pagal prašymą pateikusios Valstybės įstatymus. Prašymą gavusi Valstybė praneša prašymą pateikusiai Valstybei apie tokius veiksmus.

8. Prašymą gavusi Valstybė gali leisti atidėti mokėjimą ar leisti mokėti dalimis, jeigu jos įstatymai ar administravimo praktika leidžia taip daryti esant panašioms aplinkybėms, bet prieš tai turi pranešti prašymą pateikusiai Valstybei.

## **28 straipsnis**

### **DIPLOMATINIAI AGENTAI IR KONSULINIAI TARNAUTOJAI**

1. Ši Sutartis nelinečia jokių diplomatinų atstovybių ir konsulinių įstaigų darbuotojų mokeskinių privilegijų, nustatomų remiantis bendraisiais tarptautinės teisės principais arba specialių susitarimų nuostatomis.

2. Neatsižvelgiant į 4 straipsnio nuostatas, fizinis asmuo, Susitariančiosios Valstybės diplomatinės atstovybės, konsulinės įstaigos ar nuolatinės atstovybės, kuri yra kitoje Susitariančiojoje Valstybėje arba trečiojoje valstybėje, narys šioje Sutartyje laikomas siunčiančiosios Valstybės rezidentu, jeigu siunčiančiojoje Valstybėje jis privalo mokėti mokesčius už savo pajamas ir kapitalą, kaip tos Valstybės rezidentai.

3. Sutartis netaikoma tarptautinėms organizacijoms, jų organams ir pareigūnams ir asmenims, trečiosios valstybės diplomatinės misijos, konsulinės įstaigos ar nuolatinės misijos nariams, esantiems Susitariančiojoje Valstybėje, kurie nei vienoje iš Susitariančiųjų Valstybių neprivalo mokėti mokesčių už savo pajamas ir kapitalą, kaip tos Valstybės rezidentai.

## **29 straipsnis**

### **ĮSIGALIOJIMAS**

1. Kiekviena iš Susitariančiųjų Valstybių praneša kitai, kad nustatytos šios Sutarties įsigaliojimui reikalingos procedūros įvykdytos. Sutartis įsigalioja antrojo mėnesio, einančio iškart po tos dienos, kai paskutinytis iš šių pranešimų buvo gautas, pirmąją dieną.

2. Sutarties nuostatos pradėdamos taikyti:

- a) pajamų mokesčiams, kurie išskaitomi prie šaltinio, - pajamoms, gautoms 1997 metų sausio 1 dieną arba po jos,
- b) kitiems pajamų mokesčiams - mokesčiams, kurie imami už bet kuriuos mokeskinius metus ar laikotarpį, prasidedantį nuo arba po 1997 metų sausio 1 dienos,

- c) mokesčiams, kurie nepaminti a) ir b) punktuose - apmokestinamų objektų apmokestinimui, atsirandančiam 1997 metų sausio 1 dieną arba po jos.

### 30 straipsnis

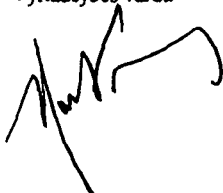
#### NUTRAUKIMAS

1. Ši Sutartis galioja neribotai. Tačiau kiekviena Susitariančioji Valstybė gali ją nutraukti, diplomatiniais kanalais perduodama pranešimą apie nutraukimą mažiausiai prieš šešis mėnesius iki bet kurių kalendorinių metų pabaigos.
2. Tokiu atveju Sutartis nebetaikoma:
  - a) pajamų mokesčiams, kurie išskaitomi prie šaltinio, - pajamoms, gautoms kalendorinių metų, einančių iškart po tų metų, kuriais pranešimas apie nutraukimą buvo perduotas, sausio 1 dieną arba po jos,
  - b) kitiems pajamų mokesčiams - mokesčiams, kurie imami už bet kurios mokestinio metų ar laikotarpį, prasidedantį nuo arba po sausio 1 dienos kalendorinių metų, einančių iškart po tų metų, kuriais pranešimas apie nutraukimą buvo perduotas,
  - c) mokesčiams, kurie nepaminti a) ir b) punktuose - apmokestinamų objektų apmokestinimui, atsirandančiam kalendorinių metų, einančių iškart po tų metų, kuriais pranešimas apie nutraukimą buvo perduotas, sausio 1 dieną arba po jos.

Visą tai liudydami šią Sutartį pasirašo būdami atitinkamai tam įgalioti žemiau pasirašę asmenys.

Sudaryta *Prancūzijoje* 1997 m. *lipno* mėn. 7 d. dviem egzemplioriais prancūzų ir lietuvių kalbomis, abiem tekstams esant vienodos galios.

Prancūzijos Respublikos  
Vyriausybės vardu



Lietuvos Respublikos  
Vyriausybės vardu



## PROTOKOLAS

Žemiau pasirašę asmenys, pasirašydami Prancūzijos Respublikos Vyriausybės ir Lietuvos Respublikos Vyriausybės Sutartį dėl pajamų ir kapitalo dvigubo apmokestinimo ir fiskalinių pažeidimų išvengimo, susitarė dėl tokių nuostatų, kurios yra neatskiriama Sutarties dalis.

1. Dėl 2 straipsnio 3 paragrafo b) punkto, atlyginimų mokestis imamas vadovaujantis Sutarties nuostatomis, taikomomis atitinkamai komercinės-ūkinės veiklos pelnui ar pajamoms, gaunamoms iš individualios savarankiškos veiklos.
2. Suprantama, kad Sutarties nuostatos, susijusios su nekilnojamoju turtu, taip pat taikomos opcionams, pardavimo įsipareigojimams ir panašioms su nekilnojamoju turto susijusioms teisėms.
3. Dėl 6 straipsnio 3 paragrafo, suprantama, kad visos pajamos ir priaugio pajamos, gaunamos perleidžiant 6 straipsnyje apibrėžtą ir Susitariančiojoje Valstybėje esantį nekilnojamąjį turtą, gali būti apmokestinamos toje Valstybėje remiantis 13 straipsnio nuostatomis.
4. Dėl 7 straipsnio:
  - a) jeigu Susitariančiosios Valstybės įmonė parduoda gaminius ar prekes arba užsiima komercine-ūkine veikla kitoje Susitariančiojoje Valstybėje per ten esančią nuolatinę buveinę, tai tos nuolatinės buveinės pelnas nustatomas remiantis ne visa įmonės gauta suma, bet tik tomis pajamomis, kurios priskiriamos pačios nuolatinės buveinės veiklai, susijusiai su tokiu pardavimu ar komercine-ūkine veikla;
  - b) kontraktų, ypač skirtų gamybiniais, prekybiniais ar moksliniams įrengimams ar patalpoms arba viešiesiems darbams tirti, aprūpinti, įrengti ar statyti, atveju, jeigu įmonė turi nuolatinę buveinę, tai tokios nuolatinės buveinės pelnas nustatomas ne remiantis visa kontrakto suma, bet tik ta kontrakto dalimi, kurią tikrai vykdo nuolatinė buveinė. Pelnas, susijęs su ta kontrakto dalimi, kurią vykdo Susitariančiosios Valstybės įmonė toje Valstybėje, apmokestinamas tik toje Valstybėje.
5. Dėl 7 straipsnio 3 paragrafo, išlaidos, kurias Lietuva leidžia atimti, apima tik išlaidas, kurios būtų atimamos pagal tos Valstybės vidaus įstatymus, jeigu nuolatinė buveinė, būdama Lietuvos įmone, būtų atskira įmonė. Šio paragrafo nuostatos taikomos tik dešimties metų laikotarpiu, prasidedančiu tą dieną, kai Sutartis pradeda taikyti.
6. 10 ir 11 straipsnių nuostatos, esant šiuose straipsniuose numatytoms sąlygoms ir apribojimams, taikomos dividendams ir palūkanoms, kuriuos Susitariančiosios Valstybės rezidentui moka investicinė kompanija ar fondas, sukurtas ir įsteigtas kitoje Susitariančiojoje Valstybėje, jeigu tokia kompanija ar fondas yra atleisti nuo 2 straipsnio 3 paragrafo a(i) ar a(ii) punkte arba b(i) ar b(ii) punkte minimų mokesčių.

7. Dėl 11 straipsnio 3 paragrafo, suprantama, kad asmuo yra susijęs su kitu asmeniu, kai pirma paminėtas asmuo tiesiogiai ar netiesiogiai turi didesnę negu 50 procentų dalį tame kitame asmenyje arba kai vienas ar daugiau asmenų tiesiogiai ar netiesiogiai turi didesnę negu 50 procentų dalį tuose dviejuose asmenyse.

8. Dėl 11 straipsnio 2 ir 3 paragrafų, jeigu bet kokioje Lietuvos ir trečiosios valstybės, kuri yra Ekonominio bendradarbiavimo ir plėtros organizacijos (OECD) narė šios Sutarties pasirašymo metu, sutartyje dėl dvigubo apmokestinimo išvengimo - arba bet kokiame tokios sutarties pakeitime, - pasirašytoje šios Sutarties pasirašymo dieną arba po jos, Lietuva sutinka atleisti palūkanas, mokamas už bet kokios rūšies bet kokią banko garantuotą paskolą, arba sutinka su mažesniu mokesčiu už tokias palūkanas tarifu, negu tas tarifas, kuris nustatytas 11 straipsnio 2 paragrafe, toks atleidimas ar sumažintas tarifas automatiškai taikomi ir šioje Sutartyje, lyg jie būtų apibrėžti 11 straipsnyje, ir taikomi atitinkamai nuo tos sutarties ar pakeitimo, sudaryto su trečiaja valstybe, arba nuo šios Sutarties, priklausomai nuo to, kuri paskesnė, įsigaliojimo dienos.

9. Dėl 12 straipsnio, jeigu bet kokioje Lietuvos ir trečiosios valstybės, kuri yra Ekonominio bendradarbiavimo ir plėtros organizacijos (OECD) narė šios Sutarties pasirašymo metu, sutartyje dėl dvigubo apmokestinimo išvengimo - arba bet kokiame tokios sutarties pakeitime, - pasirašytoje šios Sutarties pasirašymo dieną arba po jos, Lietuva sutinka su atlyginimų už nuosavybės teisių perleidimą apibrėžimu, kuris neapima kokių nors teisių ar kito turto, apibrėžto 12 straipsnio 3 paragrafe, arba sutinka atleisti Lietuvoje susidarancius atlyginimus už nuosavybės teisių perleidimą nuo Lietuvos mokesčio už nuosavybės teisių perleidimą, arba sutinka dėl mažesnių mokesčio tarifų negu tie, kurie nustatyti 2 paragrafe, toks susiaurintas apibrėžimas, atleidimas ar sumažintas tarifas automatiškai taikomi ir šioje Sutartyje, lyg jie būtų apibrėžti 12 straipsnio 3 paragrafe ar 2 paragrafe ir taikomi atitinkamai nuo tos sutarties ar pakeitimo, sudaryto su trečiaja valstybe, arba nuo šios Sutarties, priklausomai nuo to, kuri paskesnė, įsigaliojimo dienos.

10. 16 straipsnio nuostatos taikomos Prancūzijos mokesčių kodekso (code général des impôts) 62 straipsnyje minimoms pajamoms, kurias fizinis asmuo, Lietuvos rezidentas, gauna kaip kompanijos, Prancūzijos rezidentės, pajininkas (associé) ar valdytojas (gérant) ir kuris ten apmokestinamas korporacijų mokesčiu.

11. Dėl 24 straipsnio 1 paragrafo, suprantama, kad fizinis asmuo, juridinis asmuo, bendrija, asociacija ar kitas vienetas, Susitariančiosios Valstybės rezidentas, nelaikomas esančiu tokiose pačiose aplinkybėse kaip fizinis asmuo, juridinis asmuo, bendrija, asociacija ar kitas vienetas, kuris nėra tos Valstybės rezidentas, net jeigu juridinių asmenų, bendrijų, asociacijų ar kitų vienetų atveju tokie vienetai, taikant minėto straipsnio 2 paragrafą, laikomi nacionalais tos Susitariančiosios Valstybės, kurios rezidentai jie yra.

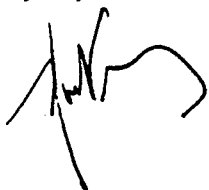
12. Sutarties nuostatos jokių būdu neriboja Prancūzijai jos mokesčių kodekso (code général des impôts) 212 straipsnio nuostatu, susijusių su "siaura kapitalizacija", ar bet kokių iš esmės panašių nuostatų, kurios gali pakoreguoti ar pakeisti to straipsnio nuostatas, taikymo.

13. a) Susitariančiųjų Valstybių kompetentingi asmenys gali kartu ar atskirai nustatyti Sutarties taikymo būdą.

- b) Norėdami Susitariančiojoje Valstybėje pasinaudoti Sutarties 10, 11 ir 12 straipsniais, kitos Susitariančiosios Valstybės rezidentai, jeigu kompetentingi asmenys nesusitaria kitaip, pateikia rezidenciją patvirtinantį pažymėjimą, kuriame nurodyta būtent duotų pajamų ar kapitalo prigimtis ir suma arba vertė ir kuris turi tos kitos Valstybės mokesčių administratoriaus patvirtinimą.

Sudaryta ..... *Pariziuje* ..... 199. *7* m. *birnel* ..... mėn. *7* ..... d. dviem egzemplioriais prancūzų ir lietuvių kalbomis, abiem tekstams esant vienodos galios.

Prancūzijos Respublikos  
Vyriausybės vardu



Lietuvos Respublikos  
Vyriausybės vardu



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
LITHUANIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND  
THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH  
RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Lithuania,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

*Article 1. Personal scope*

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

*Article 2. Taxes covered*

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
- (ii) The corporation tax;
- (iii) The tax on wages;
- (iv) The wealth tax;

(hereinafter referred to as "French tax");

- (b) In the case of Lithuania:
    - (i) The income tax;
    - (ii) The corporation tax;
    - (iii) The tax on enterprises using State-owned capital;
    - (iv) The immovable property tax;  
(hereinafter referred to as "Lithuanian tax").
4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

*Article 3. General definitions*

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
  - (a) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Lithuania as the context requires;
  - (b) The term "France" means the European and overseas departments of the French Republic including the territorial sea, and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed and its subsoil;
  - (c) The term "Lithuania" means the Republic of Lithuania and, when used in its geographical sense, means the territory of the Republic of Lithuania and any other area adjacent to the territorial waters of the Republic of Lithuania within which, under the laws of the Republic of Lithuania and in accordance with international law, Lithuania may exercise its rights with respect to the seabed, its subsoil and their natural resources;
  - (d) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
  - (e) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated, for tax purposes, as a body corporate;
  - (f) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
  - (g) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(h) The term "competent authority" means:

- (i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of Lithuania, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State at any given time, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the domestic law of that State concerning the taxes to which the Convention applies, unless the context otherwise requires; the meaning of a term under the applicable tax law of that State shall have priority over the meaning provided for such term under other branches of law of that State.

*Article 4. Resident*

1. (a) For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

(b) The term "resident of a Contracting State" includes:

- (i) That State, its local authorities and the bodies corporate thereof governed by public law; and
- (ii) Where that State is France, companies and bodies of persons liable under French domestic law to a tax regime similar to that of companies which have their place of effective management in France and are not liable to corporation tax.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- (a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- (b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;
- (c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;
- (d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States



shall endeavour to resolve the question by friendly agreement, taking into account his place of effective management, his company headquarters or the place where it is constituted or other relevant criteria. In the absence of such agreement, such person shall not be considered to be a resident of either Contracting State for the purposes of enjoying benefits under this Convention.

*Article 5. Permanent establishment*

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" includes especially:

- (a) A place of management;
- (b) A branch;
- (c) An office;
- (d) A factory;
- (e) A workshop; and
- (f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. (a) A building site or construction or installation project constitutes a "permanent establishment" only if it lasts more than 12 months;
- (b) A building site or construction or installation project commencing during a period of 10 years immediately following the date of entry into force of this Convention, however, constitutes a "permanent establishment" only if it lasts more than 6 months. At the end of this period of 10 years, the provisions of subparagraph (a) shall apply.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- (a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- (e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activities of a preparatory or auxiliary character;
- (f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such persons are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, where the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise and where the conditions between the agent and the enterprise differ from those which would be made between independent persons, such agent shall not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph; but, in such case, the provisions of paragraph 5 shall apply.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

#### *Article 6. Income from immovable property*

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) shall be taxable in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The provisions of this Convention concerning immovable property shall also apply to property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be required as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where shares or other rights in a company, trust or similar institution give rise to a right to dispose of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company, trust or similar institution, the income derived from the direct use, letting or use in any other form of the said right may be taxed in that State, notwithstanding the provisions of articles 7 and 14.

*Article 7. Business profits*

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

*Article 8. Shipping and air transport*

1. Profits which an enterprise of a Contracting State derives from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State. Such profits shall include profits derived by that enterprise from the bareboat chartering of ships or aircraft or the profits derived from the use, maintenance or leasing of containers where such activities are incidental to the operation by the enterprise of ships or aircraft in international traffic.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group (pool), a joint business or an international operating agency.

*Article 9. Associated enterprises*

1. Where:

- (a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- (b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises but, by reason of those conditions, have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if it considers that such an adjustment is warranted. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

*Article 10. Dividends*

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed:

- (a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which:
  - (i) Holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of Lithuania;
  - (ii) Holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of France;
- (b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. (a) Where a resident of Lithuania receives and is the beneficial owner of dividends paid by a company which is a resident of France and such dividends would give rise to a tax credit if received by a resident of France, he shall be entitled to a payment from the French Treasury in an amount equal to such tax credit, subject to the tax deduction provided for in paragraph 2 (b).
- (b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to residents of Lithuania who are:
  - (i) Individuals; or
  - (ii) Companies which hold, directly or indirectly, less than 10 per cent of the capital of the company paying the dividends.
- (c) The provisions of subparagraph (a) shall apply only if the beneficial owner of the dividends:
  - (i) Is subject to Lithuanian tax at the normal rate in respect of the dividends and of the payment from the French Treasury; and
  - (ii) Proves, at the request of the French tax authorities, that he is the owner of the shares in respect of which the dividends are paid and that the primary purpose, or one of the primary purposes, of holding the shares is not that of securing the benefit of subparagraph (a) for another person, whether or not he is a resident of a Contracting State.
- (d) The gross amount of the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention.

4. Where a resident of Lithuania is not entitled to the payment from the French Treasury referred to in paragraph 3 but receives dividends paid by a company which is a resident of France, he shall be entitled to a refund of any prepayment actually paid by the company in respect of such dividends. The gross amount of the prepayment refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

5. The term "dividend" as used in this article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident. It shall be understood that the term "dividend" does not include the income referred to in article 16.

6. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

7. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the div-

dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

*Article 11. Interest*

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the interest referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if that person is the beneficial owner of the interest and if:

- (a) That person is one of the Contracting States, its central bank or a local authority of that State; or
- (b) The interest is paid in respect of a debt-claim or loan guaranteed or insured by a Contracting State, its central bank or a local authority thereof, or, in the case of France, by the French Foreign Trade Insurance Company (COFACE), or by any body instituted in either Contracting State after the date of signature of this Convention within the framework of public financing or guarantees for foreign trade and registered by common agreement of the competent authorities;
- (c) The person is an enterprise of that State and the interest is paid in respect of a debt consequent on the credit sale by that enterprise of goods or of industrial, commercial or scientific equipment to another enterprise, except where the sale or the debt relates to affiliated enterprises.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term "interest" does not include items of income regarded as dividends in accordance with the provisions of article 10.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 12. Royalties*

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed:

- (a) 5 per cent of the gross amount of royalties paid for the use of industrial, commercial or scientific equipment;
- (b) 10 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematographic films or films or recordings intended for television or radio, any patent, trademark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 13. Capital gains*

1. (a) Gains from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.
- (b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company, a trust or a comparable institution the assets of which consist principally - either directly or indirectly through one or several other companies, trusts or comparable institutions - of immovable property referred to in article 6 situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State if, in accordance with the domestic laws of that State, they are subject to the same tax regime as gains from the alienation of immovable property.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains which an enterprise of a Contracting State derives from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

*Article 14. Independent personal services*

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless the resident has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in that other State but only so much of the income as is attributable to that fixed base. For the application of these provisions, where an individual who is a resident of a Contracting State stays in the other Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in the course of a whole period of 12 consecutive months beginning or ending during the fiscal year concerned, he shall be deemed to have a fixed base regularly available



to him in that other State. In that case, the income that is derived from his activities referred to above that are performed in that other State shall be attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

*Article 15. Dependent personal services*

1. Subject to the provisions of articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days during the whole period of 12 consecutive months beginning or ending during the fiscal year concerned; and
- (b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and
- (c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

*Article 16. Directors' fees*

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

*Article 17. Entertainers and athletes*

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, whether that person is a resident of a Contracting State or not, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by an entertainer or an athlete from his personal activities as such exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State where those activities in the other State are principally supported by public funds of the first-mentioned State, its local authorities or bodies corporate thereof governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as such in the other Contracting State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income shall, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxable only in the first-mentioned State where such other person is principally supported by public funds of the State, its local authorities or bodies corporate thereof governed by public law.

#### *Article 18. Pensions*

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

#### *Article 19. Remuneration in respect of government service*

1. (a) Salaries, wages and other remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State, authority or body corporate shall be taxable only in that State.  
(b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other State and the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.
2. (a) Any pension paid by or out of funds created by a Contracting State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State or authority or body corporate shall be taxable only in that State.  
(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of articles 15 and 18 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration and to pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof or by one of their bodies corporate governed by public law.

*Article 20. Students*

1. Payments which a student, an apprentice or a trainee who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxable in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, the remuneration which a student, an apprentice or a trainee who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for services personally rendered in that State shall not be taxable in that State, if such services are in connection with and supplementary to his studies or training or if the remuneration for such services is necessary to supplement the resources available to him for covering his maintenance costs.

*Article 21. Other income*

1. (a) Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.
- (b) However, items of income arising from the other Contracting State shall also be taxable in that other State during the period of 10 years immediately following the date of entry into force of this Convention. At the end of this period of 10 years, the provisions of subparagraph (a) alone shall apply.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

*Article 22. Capital*

1. (a) Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
- (b) Capital represented by shares or other rights in a company, trust or comparable institution the assets of which consist principally - either directly or through one or several other companies, trusts or comparable institutions - of immovable property referred to in article 6 and situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other State.

3. Capital belonging to an enterprise of a Contracting State represented by ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 23. Elimination of double taxation*

1. In the case of France, double taxation shall be eliminated as follows:

- (a) Notwithstanding any other provision of this Convention, income which is taxable or taxable only in Lithuania in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the computation of French tax where such income has not been exempted from the corporation tax in accordance with French domestic law. In such case, Lithuanian tax shall not be deductible from that income, but the resident of France shall be entitled, under the conditions and within the limits specified in subparagraphs (i) and (ii), to a tax credit against French tax. Such tax credit shall be equal:
  - (i) In the case of income not mentioned in subparagraph (ii), to the amount of French tax attributable to such income, provided that the beneficiary is subject to tax in respect of that income in Lithuania;
  - (ii) In the case of the income - subject to French corporation tax - referred to in article 7 and paragraph 2 of article 13, and in the case of the income referred to in paragraph 5 of article 6, articles 10, 11 and 12, paragraph 1 of article 13, paragraph 3 of article 15, article 16, paragraphs 1 and 2 of article 17 and article 21, to the amount of tax paid in Lithuania in accordance with the provisions of those articles; however, such tax credit may not exceed the amount of French tax in respect of such income.
- (b) A resident of France who owns capital which is taxable in Lithuania in accordance with the provisions of paragraphs 1 or 2 of article 22 may also be taxed in France on such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit equal to the amount of tax paid in Lithuania on such capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such capital.
- (c) (i) It is understood that the term "amount of French tax attributable to such income" used in subparagraph (a) means:
  - Where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a proportional rate, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate effectively applied thereto;

- Where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a progressive scale, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax effectively payable in respect of the overall taxable net income under French law and the amount of that overall net income.

This interpretation applies by analogy to the term "amount of French tax attributable to such capital" used in subparagraph (b).

(ii) It is understood that the term "amount of tax paid in Lithuania" used in subparagraphs (a) and (b) means the amount of Lithuanian tax effectively and definitively paid in respect of the income or elements of capital in question, in accordance with the provisions of the Convention, by the resident of France who is taxed on such income or elements of capital under French law.

2. In the case of Lithuania, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Provided that domestic Lithuanian law does not provide for a more favourable treatment, where a resident of Lithuania derives income or owns capital which, in accordance with the provisions with this Convention, may be taxed in France, Lithuania shall allow:

(i) As a deduction from the tax on the income of that resident, a tax credit of an amount equal to the income tax paid thereon in France;

(ii) As a deduction from the tax on the capital of that resident, a tax credit of an amount equal to the capital tax paid thereon in France.

Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the Lithuanian income or capital tax as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in France.

(b) For the purpose of subparagraph (a), where a company that is a resident of Lithuania receives a dividend from a company that is a resident of France in which it owns at least 10 per cent of its shares conferring all the privileges associated with voting rights, the tax paid in France shall include not only the tax paid on the dividend but also the tax paid on the profits of the company out of which the dividend was paid.

#### *Article 24. Non-discrimination*

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The term "national" means:

(a) Any individual possessing the nationality of a Contracting State;

- (b) Any legal person, partnership, association or other entity deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying out the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 7 of article 11 or paragraph 6 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

- 6. (a) Where an individual exercises an employment in a Contracting State, contributions paid by such individual to a pension scheme established and recognized for tax purposes in the other Contracting State shall be deductible in the first-mentioned State for the determination of the individual's taxable income and shall receive the same tax treatment in the first-mentioned State as contributions to a pension scheme recognized for tax purposes in that first-mentioned State and subject to the same conditions and restrictions:

- (i) If the individual was not a resident of that State and has already contributed to such a pension scheme (or to another pension scheme which that scheme has replaced) immediately before beginning to exercise his employment in that State, and
- (ii) If such pension scheme is authorized by the competent authority of that State as generally corresponding to a pension scheme recognized for tax purposes in that State.

- (b) For the purposes of subparagraph (a):

- (i) The term "pension scheme" means a scheme in which an individual participates in order to receive pension benefits payable in respect of the employment referred to in subparagraph (a); and

(ii) A pension scheme is recognized for tax purposes in a Contracting State if contributions to that scheme are eligible for tax relief in that State.

7. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

8. If a treaty, agreement or convention to which the Contracting States are parties, other than the present Convention, includes a non-discrimination or most-favoured-nation clause, it is understood that such clauses shall not apply between the Contracting States to taxes covered by this Convention and to inheritance tax and gift tax.

*Article 25. Mutual agreement procedure*

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States or their representatives may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this article. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of the competent authorities of the Contracting States or their representatives.

5. For the purposes of paragraph 3 of article XXII of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting States shall agree that, notwithstanding the provisions of this paragraph, any disagreement between them as to whether a tax to which a provision of this Convention applies falls within the scope of this Convention may be brought before the Council for Trade in Services, as provided for by this paragraph, only with the consent of both Contracting States.

*Article 26. Exchange of information*

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- (a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

*Article 27. Assistance in recovery*

1. At the request of the competent authority of a Contracting State (hereinafter referred to as the "applicant State"), the other Contracting State (hereinafter referred to as the "requested State") shall, subject to the provisions of paragraph 6, recover tax claims of the first-mentioned State in the manner in which it would recover its own tax claims. It is understood that the term "tax claims" means any amount of tax plus interest, fines or fiscal penalties and recovery cost relating thereto which are due and not yet paid.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply only to tax claims which form the subject of an instrument permitting their enforcement in the applicant State and, unless otherwise agreed between the competent authorities, which are not contested.

3. At the request of the competent authority of the applicant State, the requested State shall take the measures of conservancy authorized by its domestic law with a view to the recovery of an amount of tax, even if the claim is contested.

4. The request for administrative assistance shall be accompanied by:

- (a) A certificate specifying the nature of the tax claim and, with respect to recovery, indicating that the conditions of paragraph 2 have been met;
- (b) An official copy of the instrument permitting enforcement in the applicant State; and



(c) Any other document required for recovery or for the taking of measures of conservancy.

5. The instrument permitting enforcement in the applicant State shall, where appropriate and in accordance with the provisions in force in the requested State, be accepted, recognized, supplemented or replaced as soon as possible after the date of receipt of the request for assistance by an instrument permitting enforcement in the requested State.

6. Questions concerning the period beyond which a tax claim cannot be enforced shall be governed by the domestic law of the applicant State. If the period beyond which the tax claim cannot be enforced is longer in the applicant State than in the requested State, the latter shall endeavour to recover the tax claim of the applicant State in accordance with the period laid down by the law of that State. The request for assistance shall give particulars concerning that period.

7. Acts of recovery carried out by the requested State in pursuance of a request for assistance which, according to the domestic law of that State, would have the effect of suspending or interrupting the period mentioned in paragraph 6 shall also have this effect under the domestic law of the applicant State. The requested State shall inform the applicant State of such acts.

8. The requested State may allow deferral of payment or payment by instalments, if its domestic law or administrative practice permit it to do so in similar circumstances, but it shall first inform the applicant State.

#### *Article 28. Diplomatic and consular officers*

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of the diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a Contracting State situated in the other Contracting State or in a third State shall, for the purposes of the Convention, be deemed to be a resident of the accrediting State, provided that the individual is subject in such accrediting State to the same tax liability on his total income and capital as residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, their organs or their staff, or to persons who are members of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a third State who are present in the territory of a Contracting State and are not subject in a Contracting State to the same tax liability on their total income and capital as residents of that State.

#### *Article 29. Entry into force*

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required in that State for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the second such notification.

2. The provisions of the Convention shall apply:
  - (a) In respect of income taxes withheld at the source, to income taxable on 1 January 1997 or after that date;
  - (b) In respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any fiscal year or any period of taxation beginning on 1 January 1997 or after that date;
  - (c) In respect of taxes not covered by subparagraphs (a) or (b), to taxation the taxable event in respect of which occurs on 1 January 1997 or after that date.

*Article 30. Termination*

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, either Contracting State may terminate it by giving at least six months' notice through the diplomatic channel of termination at the end of a calendar year.

2. In such event, the Convention shall no longer apply:
  - (a) In respect of income taxes withheld at the source, to income taxable from 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date;
  - (b) In respect of income taxes not withheld at the source, to taxes pertaining, as the case may be, to any fiscal year or to any taxation period beginning on 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date;
  - (c) In respect of taxes not covered by subparagraphs (a) or (b), to taxation the taxable event in respect of which occurs on 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed the Convention.

Done at Paris on 7 July 1997, in duplicate in the French and Lithuanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE

For the Government of the Republic of Lithuania:

ALGIRDAS SAUDARGAS

PROTOCOL

On signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Lithuania for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. With reference to subparagraph 3 (a) of article 2, the tax on wages shall be governed by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to the profits of enterprises or to income in respect of independent personal services.

2. It is understood that the provisions of the Convention concerning immovable property shall also apply to options, promises of sale and similar rights pertaining to such immovable property.

3. With reference to paragraph 3 of article 6, it is understood that all income and all profits deriving from the alienation of immovable property referred to in article 6 and situated in a Contracting State may be taxed in that State in accordance with the provisions of article 13.

4. With reference to article 7:

(a) Where an enterprise of a Contracting State sells goods or merchandise or carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise but solely on the basis of the payments attributable to the actual activities of the permanent establishment in respect of such sales or business;

(b) In the case of contracts, in particular contracts for project studies or for the supply, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishment, or public works contracts, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of that permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract but solely on the basis of the portion of the contract actually executed by that permanent establishment. The profits relating to the portion of the contract executed by the enterprise of a Contracting State in that State may be taxed only in that State.

5. With reference to paragraph 3 of article 7, the expenses allowed as deductions by Lithuania shall include only expenses which would be deductible under the internal law of that State, if the permanent establishment was a distinct and separate enterprise of Lithuania. The provisions of this paragraph shall apply only during the period of 10 years immediately following the entry into force of the Convention.

6. The provisions of articles 10 and 11 shall apply, under the conditions and within the limits provided for in those articles, to dividends and interest paid to the resident of a Contracting State by a company or an investment fund created and established in the other Contracting State, where that company or fund is exempt from the taxes referred to in subparagraphs 3 (a) (i), (a) (ii), (b) (i) or (b) (ii) of article 2.

7. With reference to paragraph 3 of Article 11, it is understood that a person is affiliated to another person when the first-mentioned person holds, directly or indirectly, an interest of more than 50 per cent in the other person or when one or several persons hold, directly or indirectly, more than 50 per cent in both persons.

8. With reference to paragraphs 2 and 3 of article 11, if, in a Convention for the avoidance of double taxation - or in an amendment to that convention - signed after the date of signature of this Convention between Lithuania and a third State which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development at the time of signing of this Convention, Lithuania agrees to exempt interest paid on loans of any kind made by a bank or accepts a lower rate of tax on such interest than that provided for in paragraph 2 of article 11, that exemption or that lower rate shall automatically apply to this Convention as if it had been referred to in article 11 and shall take effect on the date of entry into force of that convention with the third State or of the amendment to that convention, as the case may be, or on the date of entry into force of this Convention, if that date is later.

9. With reference to article 12, if, in a convention for the avoidance of double taxation - or in an amendment to that convention - signed after the date of signature of this Convention between Lithuania and a third State which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development at the time of signing of this Convention, Lithuania accepts a definition of royalties which excludes a right or other property referred to in paragraph 3 of article 12 or agrees to exempt from Lithuanian tax on royalties royalties deriving from Lithuania or accepts lower rates of tax than those provided for in paragraph 2, that more restrictive definition, that exemption or those lower rates shall automatically apply to this Convention as if they had been referred to in paragraph 3 or paragraph 2, respectively, of article 12 and shall take effect on the date of entry into force of that convention or of the amendment to that convention concluded with the third State, as the case may be, or on the date of entry into force of this Convention, if that date is later.

10. The provisions of article 16 shall apply to the income referred to in article 62 of the French General Tax Code when it is received by an individual who is a resident of Lithuania in his capacity as a partner or manager in a company which is a resident of France and which is subject to the French corporation tax.

11. With reference to paragraph 1 of article 24, it is understood that an individual, body corporate, company, association or other entity which is a resident of a Contracting State is not in the same situation as an individual, body corporate, company, association or other entity which is not a resident of that State, even if, in accordance with paragraph 2 of the same article, such entities as bodies corporate, companies, associations or other entities are considered to be nationals of the Contracting State of which they are residents.

12. Nothing in this Convention shall in any way prevent France from applying the provisions of article 212 of its General Tax Code relating to undercapitalization or such other similar provisions as may amend or replace those of that article.

13. (a) The competent authorities of the Contracting States may, jointly or separately, decide on procedures for implementation of this Convention.
- (b) In particular, in order to obtain in a Contracting State the benefits provided for in articles 10, 11 and 12, residents of the other Contracting State should, unless the competent authorities provide otherwise, submit proof of residence, indicating in particular the nature and the amounts of the income concerned and containing an attestation from the tax services of that other State.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Paris on 7 July 1997, in duplicate in the French and Lithuanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE

For the Government of the Republic of Lithuania:

ALGIRDAS SAUDARGAS

